



10 ANS EN ACTION



Textes et coordination : Olivier de Baillenx
Conception graphique, Maquette : Iyed Soua et Adèle Petit
Réalisation : Cent Mille Milliards pour InfraNum
Impression et façonnage : Color Alpilles
Les ouvrages édités par Cent Mille Milliards sont imprimés à la demande par un établissement certifié Imprim 'vert sur papier labellisé FSC
Crédits photos : InfraNum, Sylvie Le Roux, MINEFI, Assemblée nationale

SOMMAIRE

- 6** AVANT PROPOS : JEAN-NOËL BARROT, MINISTRE DÉLÉGUÉ CHARGÉ DE LA TRANSITION NUMÉRIQUE ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS
- 7** EDITORIAL : ETIENNE DUGAS, PHILIPPE LE GRAND
- 8** 2012 - 2022 : LES CHIFFRES DE LA CROISSANCE
- 11** 2012 - CRÉATION DE LA FIRIP
- 15** 2013 - PLAN FRANCE THD ET TERRITOIRES
- 19** 2014 - RELATIONS AVEC LES POUVOIRS PUBLICS
- 23** 2015 - INTERNATIONAL ET MIX TECHNOLOGIQUE
- 27** 2016 - DÉVELOPPEMENT INTERNE DE LA FIRIP
- 31** 2017 - 2018 DE LA FIRIP À INFRANUM
- 35** 2019 - VERS LES TERRITOIRES CONNECTÉS
- 39** 2020 - 2021 RÉSILIENCE ET SOLIDARITÉ
- 43** 2022 - J'AI DIX ANS : LES NOUVEAUX ENJEUX
- 47** BIENVENUE EN 2032

AVANT-PROPOS : JEAN-NOËL BARROT

“



Jean-Noël Barrot
Ministère délégué chargé
de la Transition numérique
et des Télécommunications

L'histoire de la FIRIP et d'InfraNum est avant tout l'histoire d'une aventure industrielle : la mobilisation de quelques pionniers, entrepreneurs attachés aux territoires et convaincus de l'enjeu d'accompagner la transformation numérique du pays.

Ce 10e anniversaire marque ainsi les 10 ans presque simultanés du Plan France très haut débit. Initiée en 2013, cette politique publique a fait l'unanimité, dépassant les logiques partisans. Ce succès, nous le devons tant à la mobilisation de l'État aux côtés des collectivités territoriales qu'à l'excellence d'une filière qui a pris la mesure de l'enjeu. Le déploiement de la fibre est le plus important chantier industriel de ce début du XXIème siècle et nous n'avons pas à

rogir du résultat. En effet, malgré la crise sanitaire, les acteurs industriels rassemblés au sein d'InfraNum tiennent l'objectif fixé par le président de la République : 80% des locaux sont raccordables au FttH en cette fin 2022 tandis que la fibre optique représente, déjà, plus d'un abonnement fixe sur deux, aussi bien pour nos concitoyens que nos entreprises.

Alors que la brique fondamentale de l'infrastructure est en voie de finalisation, la filière se tourne vers l'avenir. Après la fibre, place aux usages avec la 5G industrielle et les projets de territoires connectés et durables portés par les collectivités. C'est un enjeu qu'il nous appartient de relever collectivement. Le Gouvernement se tiendra aux côtés de la filière pour accompagner cette évolution, comme l'illustre par exemple le lancement d'un engagement développement emploi et compétences (EDEC) « infrastructures numériques » l'année dernière.

Plus que jamais nos infrastructures numériques sont un atout de premier plan pour assurer la cohésion de nos territoires et promouvoir une France compétitive en Europe et dans le monde. Il faut aujourd'hui fixer le cap et se donner les moyens de nos ambitions. Si le numérique est devenu essentiel à nos vies, il faut que tous les Français puissent se l'approprier. Un défi partagé que souhaitent relever État, collectivités et industriels.

| DIX ANS DÉJÀ...DIX ANS DE PLUS



Philippe LE GRAND

Président d'InfraNum

Etienne DUGAS

Président de la FIRIP puis
d'InfraNum de 2012 à 2021

Philippe - Je me souviens de cette journée pluvieuse de fin d'été à Aurillac pour Ruralitic, le rendez-vous annuel du numérique en milieu rural. Nous étions tous les deux dans le hall d'accueil du Palais des Congrès. Le Ministre n'était pas venu, l'assistance n'était pas très nombreuse et les débats un peu atones. Je t'avais demandé où avaient bien pu passer les personnalités attendues. Et tu m'avais répondu : « *mais Philippe, les VIP c'est nous !* ». Ça m'avait bien fait rire à l'époque, la FIRIP était toute jeune et avait encore à faire ses preuves mais tu y croyais dur comme fer !

Etienne - C'est vrai, mais il a fallu aussi trouver des personnes prêtes à nous suivre comme Xavier, David, Pierre et d'autres qui y ont mis beaucoup d'énergie. Tu vois Philippe,

quand on croit profondément en une cause et que l'on parvient à mobiliser autour de soi, ça fonctionne. Quand tu regardes tout ce que nous avons réalisé, chapeau ! Les objectifs du Plan France très haut débit, personne n'y croyait lors des annonces. Et pourtant...

Philippe - Tu as raison. Bien sûr, entre concurrents, même rassemblés dans une fédération, le ton peut monter. Nous avons eu des échanges virils mais corrects. Entre Pierre et Xavier, David et Jean-Michel, Antoine et moi... pas mal de batailles juridiques et des débats musclés en Conseil. Mais ça se fait avec respect, confraternité et camaraderie. Nous savons dépasser nos conflits.

Etienne - C'est capital. La convivialité fait partie de notre ADN. J'aime que nous sachions bien recevoir dans nos manifestations pour que tout le monde prenne du plaisir à se retrouver. Nous travaillons actuellement sur les valeurs d'InfraNum et la convivialité y figurera en bonne place.

Philippe - Et dans dix ans ? On pourra parler de la 6G, du très très haut débit, de l'industrialisation de la voiture autonome, de la reconversion du quartier de La Défense en zone aquacole ou horticole. Nous serons alors tous en télétravail.

Etienne - Les interactions, et même l'interdépendance entre énergie et numérique continueront à se développer. InfraNum aura un nouveau nom... et nous fêterons ça autour d'un bon buffet.

2012 - 2022 LES CHIFFRES DE LA CROISSANCE

EMPLOI DANS LE PLAN FRANCE TRÈS HAUT DÉBIT

(nombre d'équivalents temps plein)



ADHÉRENTS FIRIP - INFRANUM



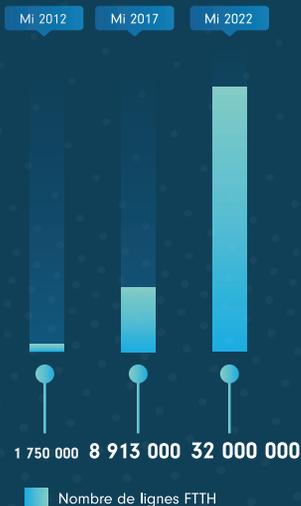
TERRITOIRES CONNECTÉS ET DURABLES, 5G



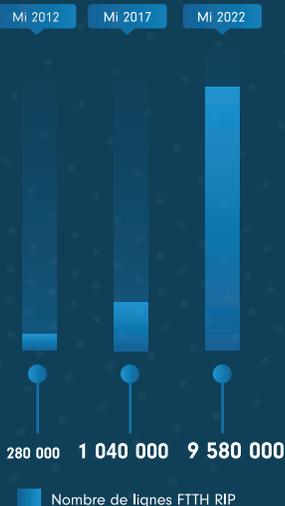
Source : Observatoire du THD 2022, Idate

PROGRESSION DU FTTH

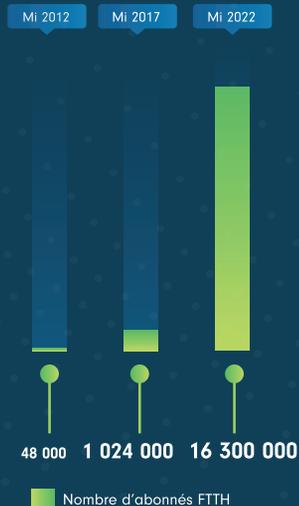
Construction (au total)



Construction (en RIP)



Commercialisation (au total)



Source : ARCEP



Etienne DUGAS
Président de la Fédération des Industries
des Réseaux d'Initiative Publique

| 2012 - CRÉATION DE LA FIRIP



| 2012 - CRÉATION DE LA FIRIP

Quand situer le point de départ de cette histoire ? Au 9 juillet 2004 avec l'adoption de la loi autorisant les collectivités territoriales à établir et exploiter des réseaux ? Au 11 septembre 2006, date où Free annonce le fibrage intégral de la ville de Paris ? Au 4 août 2008, jour de l'adoption de la loi de modernisation de l'économie qui jette les bases du déploiement de la fibre et qui est suivie de l'annonce du programme national très haut débit visant à couvrir tout le territoire en 2025 ? Lors des premières expérimentations FttH¹ effectuées à partir de 2011 dans une poignée de communes ?

Organisation industrielle

Toujours est-il que début 2012, les discussions pour créer une association d'entreprises actives sur les déploiements de ces réseaux démarrent. Les collectivités ont leur association dédiée à l'aménagement numérique de de leurs territoires : l'AVICCA. Le sénateur de Moselle et vice-président de l'AVICCA, Philippe Leroy, est à l'origine avec son confrère de la Manche, Jean-François Le Grand, du fameux article L.1425-1 du code général des collectivités territoriales². Jean-Christophe Nguyen Van Sang, qui a longtemps travaillé à ses côtés, est convaincu que les collectivités doivent s'appuyer sur une organisation industrielle pour accompagner ces développements. Il contacte différents acteurs de la fibre optique pour faire naître une association professionnelle d'opérateurs. Autre nécessité invoquée : faire face au géant Orange à qui l'on prête l'intention de piloter le déploiement de la fibre en France, à son rythme et selon ses priorités.

De leurs côtés, les intégrateurs de réseaux, qui les construisent pour le compte des opérateurs, ressentent la nécessité de se regrouper pour se faire entendre face à leurs puissants donneurs d'ordre. Car les quatre grands opérateurs privés, Orange, SFR, Bouygues Telecom et Free, ont déjà démarré leurs déploiements : la loi de 2008 leur a octroyé une priorité d'accès sur un périmètre regroupant 57% de la population. D'un côté les zones très denses, une centaine de grandes villes, où chacun doit établir son réseau pour proposer ses offres, de l'autre les zones dites AMII³ où Orange et SFR, répondant à cet appel,

se sont partagés les territoires urbains moins denses, charge à chacun d'établir un réseau ouvert à tous les opérateurs. Les Sogetrel, Scopelec, Firalp et autres sociétés veulent se rassembler et peser face à ces géants.

Jean-Christophe Nguyen Van Sang rencontre alors un homme, à la croisée de tous ces acteurs. Opérateur de RIP de première génération avec Covage, il a repris la direction de l'entreprise Marais qui loue du matériel aux installateurs de réseaux. Etienne Dugas connaît les acteurs de ce nouveau marché. Il propose d'aller plus loin. Au-delà des opérateurs, c'est toute la filière qu'il faut regrouper : intégrateurs et installateurs, industriels et équipementiers, bureaux d'études et conseils. Cette idée séduit son interlocuteur. Les deux hommes poursuivent leurs consultations auprès de différentes entreprises qui, pour beaucoup, se déclarent intéressées.

Ruralitic 2012, cristallisation d'un mouvement

Aurillac, chef-lieu du Cantal, accueille chaque année fin d'été Ruralitic, manifestation qui rassemble élus, acteurs institutionnels et sociétés privées sur le thème de l'aménagement numérique des territoires ruraux. Pendant la journée, conférences et visites de stands se succèdent. Le soir vient le temps d'échanges plus informels dans des dîners improvisés et au bar des hôtels.

C'est à l'hôtel Delcher, qu'à l'initiative de plusieurs collectivités locales, dont le syndicat mixte Ardèche Drôme Numérique, est organisée une conférence de presse. Lors de celle-ci, Etienne Dugas est invité à présenter ce projet de fédération. Il a réuni autour de lui plusieurs entrepreneurs dont Philippe Le Grand, patron de Nomotech, Pierre Alloin, président de Firalp, David Elfassy, qui dirige AltitudeInfra, Xavier Vignon, président de Sogetrel. Les journalistes présents relaient l'annonce de la naissance de la Fédération des industriels des réseaux d'initiative publique ou FIRIP,

LES DATES CLÉS

12 SEPTEMBRE

- Conférence de presse lors de Ruralitic annonçant la constitution d'une fédération regroupant les industriels des RIP

18 OCTOBRE

- Discours d'Etienne Dugas au TRIP de l'AVICCA présentant la future fédération

25 OCTOBRE

- Réunion préparatoire du lancement de la FIRIP au siège de Marais, à Durtal

9 NOVEMBRE

- Création de la Mission THD auprès de la Direction générale des entreprises (DGE)

6 DÉCEMBRE

- Assemblée constituante de la FIRIP

nom trouvé peu de temps avant cette présentation. Rendez-vous est donné en octobre pour établir les bases de la fédération.

C'est à Durtal, siège de l'entreprise Marais, proche d'Angers, qu'Etienne Dugas reçoit une quarantaine de représentants des premières sociétés intéressées à rejoindre la FIRIP, afin de discuter périmètre et statuts. « *Les personnes se découvrent entre elles. Nous avons tous envie de participer sans trop savoir quoi faire. Etienne nous sert l'apéritif, il faisait beau : c'est une journée réussie, un bel enthousiasme* » se souvient Philippe Le Grand. Entre temps les intégrateurs ont renoncé à fonder leur propre association et rejoignent le mouvement.

L'AVICCA donne à son tour un coup de pouce à la fédération en ouvrant une tribune à Etienne Dugas lors de sa conférence d'octobre à Paris (le fameux TRIP). Les nombreux représentants des collectivités territoriales découvrent alors ce nouvel interlocuteur.

Le calendrier s'accélère avec la création début novembre de la Mission Très Haut Débit, installée par l'Etat, chargée de la mise en œuvre du programme très haut débit du nouveau gouvernement, alors en préparation. Antoine Darodes, nommé à la tête de la Mission, embarque avec lui une petite équipe de l'ARCEP⁴, dont il est issu, mais aussi des représentants de collectivités à l'exemple d'Ariel Turpin, qui dirige alors Seine-et-Marne Numérique.

C'est dans ce contexte bouillonnant que le 6 décembre 2012, à la Maison de la Chimie, rue Saint-Dominique, à Paris, Etienne Dugas et ses cinq acolytes Pierre Alloin, David Elfassy, Philippe Le Grand, Xavier Vignon rejoints par Jean-Luc Candelon, PDG de Scopelec, baptisent la FIRIP lors de l'assemblée générale constituante. La Fédération compte 24 membres à sa naissance.

Les trois coups sont frappés, les acteurs investissent la scène, l'aventure peut commencer.

¹Fibre to the home ou fibre jusqu'au foyer

²Article issu de la loi de 2008 qui définit les pouvoirs des collectivités territoriales dans les RIP, réseaux d'initiative publique

³Appel à manifestation d'intérêt d'investissement

⁴Autorité de régulation des communications électroniques et des postes

TÉMOIGNAGES



Philippe Leroy, élu visionnaire

J'avais récemment repris Sogetrel. Les infrastructures de réseau étaient un nouveau domaine pour moi. J'étais surpris de voir qu'il n'y avait pas de syndicat qui représentait les intérêts de la profession. Face aux grands donneurs d'ordre, nous avons intérêt à nous regrouper pour mieux nous faire entendre par les pouvoirs publics dans le cadre de la mise en œuvre du Plan France THD.

En 2012 l'arrivée de Free sur le marché mobile cause un grand stress chez les opérateurs. Cette crise de nerfs nous retombe dessus. Nous ne pouvons pas continuer à subir tout ça. Face au projet France THD, je voyais des élus locaux un peu perdus, des ingénieurs parfois trop sûrs d'eux, et des politiques encore perplexes.

Xavier VIGNON

PDG de Sogetrel

Je rencontre alors Philippe Leroy. L'homme m'impressionne : son humanité, son œil malin, un personnage d'une grande finesse. Il m'avait surpris par sa connaissance des RIP et de l'article 1425-1 qui avait déjà dix ans d'existence. J'ai compris que des alliances étaient à créer.

Il fallait se regrouper et apporter du soutien aux hommes et femmes politiques. Nous avons pris conscience du fait que nous étions face à un projet extraordinaire où tout était à construire. Antoine Darodes arrive à la tête de la Mission THD, très positif, à l'écoute. La Caisse des dépôts joue aussi un rôle important avec Gabrielle Gauthey.

Finalement tout cela a résulté d'un alignement de bonnes volontés.



Un dîner avec Arnaud Montebourg¹

Au cours du deuxième semestre de 2012, je suis invité par Jean-Ludovic Silicani, président de l'ARCEP, à un GRACO, manifestation qui réunit régulièrement à l'initiative de l'ARCEP collectivités locales, acteurs industriels et interlocuteurs des pouvoirs publics.

Lors du déjeuner, je suis placé à côté du député Jean Launay, alors président de la CSSPPCE². Nous sympathisons très vite. Il me dit : « *Arnaud Montebourg organise une réunion avec des patrons de PME en off. Venez au nom de votre entreprise et vous pourrez lui parler librement* ». Une semaine plus tard l'invitation à Bercy est confirmée. Je suis conduit à l'hôtel des ministres, avec trois autres chefs de PME. Après un bref propos liminaire, Arnaud Montebourg nous donne la parole. Il veut entendre des patrons d'ETI et de PME évoquer la vraie vie. Je parle de ma boîte, de la FIRIP et du plan national France Très Haut Débit en préparation. Je lui dis : « *si jamais vous vous lancez dans le projet Coquelicot (nationalisation du*

réseau fibre poussée par Orange), vous ne verrez rien du quinquennat. Si vous partez de ce qui existe, à savoir le programme national THD, et que vous l'adaptez, là vous aurez des prises, la filière est prête à démarrer. »

C'est ce qu'il a fait. Et le tandem FIRIP - Mission Très Haut Débit s'est mis en action pour lancer le Plan avec les collectivités.

¹ Ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique

² Commission supérieure du service public des postes et communications électroniques

| 2013 - PLAN FRANCE THD ET TERRITOIRES



2013 - PLAN FRANCE THD ET TERRITOIRES

La naissance de la FIRIP est liée au lancement du Plan France Très Haut Débit (ou France THD). Moins de trois mois après la constitution de la Fédération, François Hollande, président de la République, annonce la mise en œuvre du Plan le 20 février 2013 à Clermont-Ferrand et l'Etat met dans la corbeille 3 milliards d'euros afin d'accompagner sur 10 ans ce grand chantier pour la construction de 30 millions de lignes. La Mission Très Haut Débit s'est mise au travail dès fin 2012. Tout est à construire : outil industriel, normes des réseaux, financements à sécuriser. Fleur Pellerin, ministre déléguée aux PME, à l'Innovation et à l'Économie numérique, et Sébastien Soriano, son directeur de cabinet, sont à la manœuvre. Il s'agit de faire travailler ensemble pouvoirs publics nationaux, collectivités territoriales et acteurs privés, pas toujours d'accord, non seulement les uns avec les autres, mais aussi entre eux. Aussi l'initiative prise par les acteurs privés, en dehors des grands opérateurs, de parler d'une seule voix est appréciée. *« Nous sommes en lien avec l'initiative FIRIP que nous considérons d'un œil très favorable. L'enjeu c'est le passage à l'échelle industrielle. Les collectivités montrent qu'elles sont également intéressées. Mais il y a encore des réticences : attention, disent certains, si ce ne sont pas les grands opérateurs qui déploient la fibre, ça va être compliqué »* se souvient Sébastien Soriano.

À l'intérieur du Gouvernement, trois visions s'affrontent : confier l'ensemble de la fibre aux collectivités territoriales ou à l'inverse uniquement à un grand opérateur (Orange, le projet France Fibre). Mais c'est la troisième voie visant à trouver un équilibre entre public et privé, en privilégiant les RIP FttH pour les zones les moins denses, qui est finalement retenue dans le Plan France THD.

Les demandes des collectivités

Certaines collectivités, habituées à travailler avec l'opérateur issu du monopole public, sont encore réticentes alors que d'autres s'engagent sans attendre. Mais toutes se retrouvent autour d'une triple demande : s'assurer que les engagements de couverture pris par les opérateurs sur les zones AMII seront tenus, faire en sorte que les zones où certains RIP ont démarré ne seront pas remises en causes par le privé et obtenir des opérateurs commerciaux l'assurance qu'ils proposeront leurs offres sur les

RIP. Ce point est crucial : si ceux-ci ne viennent pas, alors les RIP ne seront jamais rentables. Il s'agit donc de construire la confiance entre acteurs publics et privés.

Pour cela un autre acteur joue un rôle important : la Caisse des dépôts et consignations (CDC) dont le département investissements numériques se révèle très actif pour promouvoir les RIP. *« Nous avons, avec quelques collectivités locales, élus et opérateurs de gros (dont LD Com), créé le modèle des RIP lors de mon premier passage à la CDC, et j'ai pu concrétiser plusieurs investissements dans ces RIP lors de mon second passage comme directrice des investissements. Ils ont non seulement accéléré le très haut débit dans les territoires mais ont également été très bien valorisés par la CDC. »* rappelle Gabrielle Gauthey, directrice des investissements numériques de 2015 à 2018.

Les membres de la FIRIP comprennent qu'ils ont un rôle important à jouer. Ils organisent en relation avec les territoires les plus actifs une série d'événements locaux pour échanger avec leurs interlocuteurs élus mais aussi recruter sur place des adhérents et étoffer l'association. Cela commence à Valence, en lien avec Ardèche Drôme Numérique, se poursuit dans la banlieue de Toulouse avec le syndicat SICOVAL, et ainsi un peu partout en France. Seine-et-Marne Numérique, le Limousin avec le syndicat DORSAL, Manche Numérique, le Syndicat intercommunal d'énergie de l'Ain (SIEA) font partie de ces collectivités pionnières accueillantes.

L'Observatoire des RIP

Mais au-delà de ces rencontres, il est nécessaire que les industriels précisent leurs besoins. Pour cela, quoi de mieux que de présenter un état des lieux précis des forces en présence et des données de marché afin d'objectiver ces demandes ? Naît ainsi l'Observatoire des RIP, qui existe encore aujourd'hui, et dont la première édition sera présentée en mars 2013. La FIRIP s'appuie, entre autres, sur le SYCABEL pour compléter son observatoire, lequel a dès l'origine un objectif de sensibilisation politique, comme en témoigne Jacques de Heere, président d'Acome, membre du SYCABEL¹ et de la FIRIP : *« En janvier 2012, Jean-Ludovic Silicani, président de l'ARCEP, lors de la présentation des vœux, se réjouit*

LES DATES CLÉS

19 JANVIER

- 1^{ère} réunion régionale avec Ardèche Drôme Numérique

20 FÉVRIER

- Annonce du Plan France Très Haut Débit par François Hollande à Clermont-Ferrand

12 MARS

- Audition de la FIRIP au Sénat sur la feuille de route THD

21 MARS

- Présentation du 1^{er} Observatoire «des entreprises intervenant dans les RIP» à Paris.

21 NOVEMBRE

- Signature d'un protocole d'accord pour une filière de formation, avec la ministre Fleur Pellerin, le syndicat mixte ADN et la CCI de la Drôme

du lancement de la fibre. Je discute avec lui, indiquant que pour nous, industriels des câbles en fibre, ce n'est pas le cas, les chiffres sont plus faibles qu'avant la crise de 2009. « Donnez-moi des indicateurs pour vérifier », me dit-il. Nous créons un indice industriel SYCABEL du THD qui montre que la courbe n'est pas bonne. Le vrai décollage industriel n'est pas visible avant 2014 ». L'Observatoire sensibilise aussi les partenaires de la FIRIP sur les besoins en recrutement et formation.

Le chantier de la formation

Déjà, la première rencontre de Valence avait été l'occasion d'annoncer la réalisation d'un plateau de formation, en présence de Fleur Pellerin. Différentes initiatives voient le jour. Novea, créée dès 2006 par Acome et deux communautés de communes dans la Manche, forme des techniciens sur toute la Normandie. Objectif Fibre, collectif de fédérations professionnelles né en 2009, se fixe la mission de référencer les formations de qualité et de les dispenser sur l'ensemble du territoire. « Nous avons rejoint ce collectif. Nous souhaitons favoriser le développement de centres de formations intégrés comme le Campus numérique de Montereau, Formapelec à Cachan, Logic à St-Etienne, Expéride près de Lyon.... Sogetrel, Scopelec, Vinci, Axione, Circet, Eiffage, tous les installateurs qui envoyaient en plateaux de formations leurs salariés, intégraient la fédération. C'était difficile de nous ignorer car ce sont nos membres qui embauchaient aussi dans ces centres » raconte Etienne Dugas. Les CCI (chambres de commerce et d'industrie), l'AFPA viennent également en renfort. D'autres initiatives suivront comme la création des Plombiers du numérique par Florian du Boÿs.

En prenant ainsi ses responsabilités dès sa première année d'activité, la FIRIP construit sa crédibilité auprès des pouvoirs publics.

TÉMOIGNAGES



Antoine DARODES
Directeur de la Mission
Très Haut Débit de
2012 à 2016

Un objectif fou

Quand Fleur Pellerin, Cécile Dufлот et Arnaud Montebourg m'ont contacté fin octobre 2012 pour prendre le pilotage du Plan France THD, je me suis dit : il faut rapidement identifier des partenaires crédibles, fiables et pérennes sur lesquels s'appuyer. Il y avait l'AVICCA, déjà en place pour représenter les collectivités territoriales, ainsi que les opérateurs, mais on ne voyait que très peu les industriels. Ayant des relations de longue date avec Etienne et Jean-Christophe, je les ai poussés dans leur démarche et la FIRIP est devenue la troisième jambe, très précieuse.

Notre objectif le plus fou était bien celui de construire trois millions de lignes par an pendant dix ans. Il fallait mettre en place tout un outil industriel performant et des règles de l'art communes pour garantir une cohérence nationale. Les opérateurs étaient impliqués mais nous avions également besoin d'associer équipementiers et intégrateurs. Nous avons organisé des réunions multilatérales pour établir ces règles et les consigner dans un guide de recommandations repris ensuite par l'ARCEP. Cela a vite fonctionné parce que la FIRIP avait une fibre collectivité. Nous avons des relations personnelles fortes, franches, sans détour.

Le Plan est annoncé le 20 février 2013 par François Hollande. Nous publions le cahier des charges un mois plus tard ainsi que les principes de financement. Mais il a fallu concrétiser ceux-ci dans les lois budgétaires. Fleur Pellerin pouvait s'appuyer sur son cabinet, Sébastien Soriano, mais aussi Matthieu Agogue qui a beaucoup aidé pour gagner des arbitrages, sans oublier Clément Beaune, alors conseiller budgétaire à Matignon, précieux pour atteindre les 1,4 milliard d'euros de financement du début du Plan, en plus des 900 millions déjà budgétés au titre du Fonds de solidarité numérique (FSN).



Patrick CHAIZE
Sénateur de l'Ain et
président de l'AVICCA

Echanges et cohésion

En 2012, j'étais directeur du SIEA qui œuvrait depuis 2007 dans le numérique. Nous étions peu nombreux à cette époque. J'ai eu la chance d'avoir dans mon entourage des entreprises qui ont cru au numérique, notamment Sobeca-Firalp un des membres fondateurs de la FIRIP. Elles voyaient bien qu'en face il y avait des ogres, les grands opérateurs, et que sur les appels d'offre c'était difficile de venir les combattre en petit Poucet. D'où la nécessité de se parler et de construire ensemble une armée structurée. Très vite, j'ai été invité à les rejoindre dans leurs différentes réunions.

Elu sénateur en 2014, président de l'AVICCA en 2015, j'ai été identifié nationalement comme un élu « numérique » ayant une expérience de terrain et la FIRIP était le lieu où évoquer le concret, les problèmes quotidiens. Les collectivités avaient cette attente d'échanges et de cohésion. Il fallait un langage et des référentiels communs. Les acteurs se sont pris par la main pour avancer ensemble.



Pierre-Michel ATTALI
Associé - fondateur du
cabinet SWP

Naissance de l'Observatoire

J'ai été approché par Etienne fin 2012 pour réaliser le 1er Observatoire des RIP. La FIRIP se lançait et avait besoin probablement de la « caution institutionnelle » que pouvait représenter l'IDATE, où je travaillais alors. J'ai le bon de commande le 7 janvier 2013 et nous rendons l'Observatoire le 21 mars. La présentation a lieu à Paris, espace Hamelin qui accueille toujours InfraNum, en présence d'Antoine Darodes, des membres fondateurs et des premiers adhérents, avec au total une trentaine de personnes seulement !

Ensuite, la FIRIP a continué à nous faire confiance : j'ai piloté tous les observatoires, devenus Observatoire du THD, jusqu'en 2019 et mon départ de l'IDate pour créer le cabinet SWP. En 2020 et 2022, nous sommes intervenus conjointement avec l'IDATE sur l'Observatoire.

2014 - RELATIONS AVEC LES POUVOIRS PUBLICS



2014 - RELATIONS AVEC LES POUVOIRS PUBLICS

« Je me souviens de ma première réunion à la FIRIP, j'étais visiteuse pour l'ARCEP. Les échanges étaient déjà riches mais certains regardaient ça un peu de haut. Pourquoi ces acteurs des infrastructures voulaient-ils se regrouper ? Quelle était cette énième organisation professionnelle ? On m'y avait d'ailleurs envoyée en simple éclairceuse... » La réflexion d'Audrey Briand, aujourd'hui directrice des relations avec les collectivités chez TDF, témoigne du chemin à parcourir par la FIRIP pour s'installer comme un interlocuteur qui pèse. Lors des travaux préparatifs au Plan France Très Haut Débit, alors que les grands opérateurs et industriels ont accès aux cabinets ministériels et aux administrations, les (futurs) dirigeants de la FIRIP rencontrent informellement la petite équipe de la Mission THD pour préparer le lancement du Plan, sans apparaître sur le devant de la scène. Dans les autres étages de l'administration, on regarde d'un air circonspect « ces PME du bâtiment » qui veulent être parties prenantes du Plan France Très Haut Débit.

Fleur Pellerin et son cabinet ne tardent pas à travailler avec la FIRIP et les différents ministres prennent progressivement en compte la nouvelle fédération. Si Arnaud Montebourg, sans doute pas encore totalement convaincu par le projet fibre, évoque parfois le « Plan France Très Haut Débit », Axelle Lemaire qui succède à Fleur Pellerin en avril 2014 s'implique fortement et noue des relations de proximité avec la FIRIP après des débuts difficiles (cf. chapitre suivant).

Emmanuel Macron, nouveau ministre de l'Économie du gouvernement de Manuel Valls, s'intéresse de près à l'aménagement numérique des territoires, comme le relate Jacques de Heere : *« Emmanuel Macron a consacré sa première visite en tant que ministre à l'usine d'Acome à Mortain le 2 septembre 2014. Il a longtemps gardé sur son bureau des échantillons de fibre optique venant de nos usines. A Bercy, quand il y avait un événement de la filière, il descendait nous voir ; il a été très certainement un accélérateur. Il a organisé des « réunions de chantier » sur l'avancée du plan France THD où il nous faisait intervenir, avec Etienne, aux côtés des quatre principaux opérateurs. »*

Des sénateurs à l'écoute

A l'Assemblée nationale, ils sont une poignée à suivre ces sujets : Patrice Martin-Lalande, mais aussi Corinne Erhel et Laure de La Raudière qui forment un duo très impliqué, au-delà des clivages de partis. Mais c'est surtout au Sénat que les parlementaires s'engagent dans la bataille du très haut débit pour tous. Philippe Leroy et Jean-François Le Grand, mais aussi Bruno Retailleau, Hervé Maurey, Yves Rome puis Patrick Chaize s'investissent sur ces sujets qui font l'objet de plusieurs articles dans la loi sur la République numérique, portée par Axelle Lemaire et adoptée le 7 octobre 2016. C'est donc plutôt avec les sénateurs que se développent les contacts, au moins dans un premier temps.

La situation s'améliore rapidement côté ARCEP. *« Après 12 à 18 mois, l'Autorité avait compris que c'était un acteur qui comptait et qui, en plus, allait peut-être faire le boulot dont personne ne s'occupait vraiment jusqu'alors, qui synthétisait la pensée d'une filière dans toutes ses composantes et portait un discours construit et équilibré de l'ensemble des acteurs »* complète Audrey Briand. Les directeurs généraux de l'Autorité, Philippe Distler, puis Benoît Loutrel deviennent des interlocuteurs quasi-quotidiens et l'arrivée de Sébastien Soriano à la présidence en janvier 2015 scellera une collaboration plus pragmatique.

Le long chemin de la fibre en entreprise

Un sujet témoigne cependant de la difficulté pour la FIRIP à se faire entendre : le marché de la fibre et des services aux entreprises, dominé par Orange dans ces années 2010. Sur les zones RIP, les nouveaux opérateurs d'infrastructures (Altitude Infra, Axione, Covage, TDF) proposent des offres d'accès à la fibre concurrentielles permettant à des opérateurs d'entreprise comme Adista, Celeste et d'autres de venir. Mais le gros du marché est d'abord sur les zones urbaines et péri-urbaines où les opérateurs intégrés que sont Orange et SFR captent l'essentiel des clients. La création d'un troisième opérateur de gros, dédié aux opérateurs BtoB, a été considérée par

LES DATES CLÉS

MARS

- Audition de la FIRIP par la commission CHAMPSAUR sur l'extinction du cuivre

AVRIL

- Signature d'un protocole d'accord avec CCI France pour des formations sur les métiers de la fibre et du THD dans 10 CCI de France

8 AVRIL

- Publication du Livre Blanc FIRIP «Quelle France numérique pour 2020 ?», état des lieux et perspectives pour le déploiement du THD en France

24 SEPTEMBRE

- ICT4ALL, premier événement international en Tunisie avec la présentation du French Model, en présence d'Axelle Lemaire secrétaire d'état en charge du numérique

20 NOVEMBRE

- Événement numérique et Beaujolais Nouveau au château de Lachassagne avec Firalp

les différents acteurs comme un possible remède. KOSC Telecom a longtemps cru pouvoir jouer ce rôle. Soutenue par la FIRIP, dont elle était membre, la société s'est heurtée aux réalités de marché et n'a pu aller au bout de son projet. Son rachat en 2020 par Altitude Infra pourrait changer la donne.

Philippe Le Grand, nouveau président d'InfraNum, reconnaît que le marché entreprise reste à développer. InfraNum a essayé d'obtenir une régulation des tarifs de la fibre aux entreprises tout en soutenant Kosc. Sans succès. Sébastien Soriano, ancien président de l'ARCEP, estime cependant que la FIRIP puis InfraNum ont joué un rôle positif : *« quand j'ai pris la présidence de l'ARCEP, une ligne fibre coûtait au moins mille euros par mois. Les prix ont bien diminué. Maintenant il faut aussi de la diversité dans les fournisseurs de fibre aux entreprises. InfraNum a bien accompagné le sujet Kosc. Il y a une reprise, l'acteur continue, la fibre mutualisée sera aussi portée par d'autres acteurs »* explique Sébastien Soriano.

La nouvelle présidente de l'ARCEP, Laure de La Raudière partage cet avis : *« Nous sommes passés d'une éligibilité de 17% à plus de 90% aujourd'hui, grâce aux offres de Kosc-Covage, mais aussi de SFR, Bouygues Telecom, City Fast et d'autres opérateurs de RIP qui ont lancé leurs offres sur ce marché. Aujourd'hui, le marché de la fibre aux entreprises se développe vite. Est-ce que les parts de marché seront significativement différentes demain ? Je ne sais pas. Mais il va y avoir des baisses de prix. L'objectif de l'ARCEP reste d'encourager la démocratisation de l'accès à la fibre pour les entreprises. »*

Le tout récent baromètre Covage, présenté en septembre 2022, indique que 55% des TPE-PME¹ françaises sont désormais équipées en fibre optique. Avec la fin du cuivre, le marché de la fibre en entreprise devrait continuer à croître. 43% des TPE et PME¹ envisagent un changement d'opérateur en cas de migration vers la fibre. Reste à concrétiser ces intentions et à insuffler plus de concurrence, notamment sur les zones denses. Un combat en cours pour InfraNum.

¹Très petites entreprises - Petites et moyennes entreprises



Sébastien SORIANO
Directeur général de l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN), président de l'ARCEP de 2015 à 2021

Comment faire venir les quatre opérateurs sur les RIP ?

Quand je suis arrivé, il y avait plusieurs chantiers sur le plan France THD : d'abord, comment éviter la concurrence entre les RIP qui essayaient d'attirer les grands opérateurs commerciaux sur leurs réseaux ? Les RIP sont alors inquiets sur ce sujet même s'il y a des petits opérateurs privés qui sont déjà présents et jouent un rôle important. Mais il faut que les quatre opérateurs arrivent. Certains RIP bradent leurs réseaux pour les faire venir. Plusieurs opérateurs sont verticalement intégrés, notamment Orange et SFR, opérateurs de RIP et opérateurs de détail. Cela crée un risque de subvention déguisée entre ces deux activités : mauvaise utilisation de l'argent public, problème concurrentiel.

Deuxième danger : le dilemme du prisonnier qu'affrontent les collectivités. Les opérateurs viennent les voir et leur disent qu'ils ont de meilleurs prix sur d'autres territoires et qu'ils vont les privilégier. « *Donc vous devez baisser vos tarifs si vous voulez qu'on vienne.* » Axelle Lemaire est alors en poste. Il faut empêcher ce sabotage. Un article de loi fait l'objet de discussions avec la FIRIP et les collectivités selon lequel l'ARCEP devra rendre un avis sur les tarifs d'accès aux RIP par les opérateurs. Il était même question que l'ARCEP arbitre totalement ces tarifs. Nous ne le souhaitions pas, les collectivités devaient rester souveraines. L'avis nous suffisait. Nous avons été suivis et cela a permis de mettre en place une cohérence dans les tarifs qu'il s'agisse de co-investissement, de tarifs à la ligne etc. et finalement de favoriser l'arrivée des opérateurs de détail sur les RIP.



Laure de LA RAUDIÈRE
Présidente de l'ARCEP, députée d'Eure-et-Loir jusqu'en 2021

Auditions à l'Assemblée

A l'Assemblée nationale peu d'élus s'intéressaient à l'aménagement numérique des territoires, davantage au Sénat. C'est à partir des élections municipales de 2014 que l'enjeu ANT est vraiment arrivé dans le débat public. La FIRIP travaillait alors avec les collectivités pionnières et quelques sénateurs.

Sous François Hollande, il n'y a pas eu beaucoup de lois sur les télécommunications, sinon bien sûr celle sur la République numérique d'Axelle Lemaire. J'ai rencontré la FIRIP à diverses reprises en tant que députée. Je me suis vue confier différentes missions télécom et j'ai eu l'occasion d'auditionner la FIRIP dans ce cadre, avec la députée Corinne Erhel lors de la législature 2012 - 2017 et avec le député Éric Bothorel sur la période 2017 - 2022.



David ELFASSY
Président d'Altitude Infra

Sortir du lot

Il y a aussi un vrai sujet sur la position dominante d'Orange et de SFR sur le marché entreprises. Pascal Caumont, alors patron d'Adista, présidait la commission « entreprises » à la FIRIP. Il était focalisé sur les zones AMII à propos du BtoB. Sur les zones RIP, nous avons toujours fait la part belle aux petits opérateurs d'entreprises et donc il y avait des offres concurrentielles. Cette commission très active est aujourd'hui présidée par Linkt.

Quant à l'affaire Kosc, elle a créé beaucoup d'émoi. Je pouvais Kosc pour qu'il sorte du lot et crée de la concurrence. C'est ce qui se passe aujourd'hui avec Covage.

2015 - INTERNATIONAL ET MIX TECHNOLOGIQUE



2015 - INTERNATIONAL ET MIX TECHNOLOGIQUE

Dès les premières années, des membres de la FIRIP, du fait de leurs activités internationales, réfléchissent à une action à l'export plus poussée. Un premier événement est organisé en 2014 à Tunis par la FIRIP et Alcatel-Lucent. « *La Tunisie était l'objectif, mais on parlait également du Burkina, du Sénégal...* » se souvient Olivier Duroyon, aujourd'hui directeur du secteur public chez Nokia France¹. « *Cette activité se faisait en ligne avec le développement des RIP sur d'autres continents et notamment l'Afrique. Dans un premier temps il s'agissait surtout de comprendre les marchés, de faire connaître le savoir-faire, d'évoquer les questions de régulation. Puis les membres d'InfraNum sont devenus plus nombreux à développer des projets à l'étranger et nous sommes passés à des objectifs business* ».

Double ombrelle

Une commission export est créée en 2015 à la FIRIP avec à sa tête Jean-Jacques Thiébault, président de Strategic Scout, société de conseil déjà active en Afrique : « *Au début, nous étions très peu nombreux, cinq à six participants dans les réunions, plutôt les équipementiers et quelques constructeurs. Il s'agissait de repérer les opportunités sur l'Afrique. On a commencé à monter des événements. Assez vite, la FIRIP a été sollicitée pour participer au comité de filière infrastructures numériques avec des réunions à Bercy, notamment afin de discuter des aides de l'Etat pour la filière à l'international.* »

Début 2018, Stéphane Lelux, président de Tactis prend la présidence de la commission internationale - export. Il reprend les discussions déjà entamées sur la création du comité de filière, dont un des objectifs est le développement à l'international. Ce processus aboutira, on le verra plus loin, en décembre 2019. Mais c'est bien sous la double ombrelle InfraNum - Comité stratégique de filière « Infrastructures numériques » que l'action de cette commission va se mettre en place. « *Le CSF regroupe les quatre fédérations (InfraNum, FFT², AFNUM³ et SYCABEL) et l'Etat français. Il a permis d'accélérer le travail des entreprises par le soutien de la diplomatie économique française. Le contrat de filière nous a fait obtenir des financements sur des outils de communication et les deux VIE⁴ de filière, l'une à*

Düsseldorf, l'autre à Abidjan. Nous avons noué des relations plus étroites avec la direction générale du Trésor, la direction de la diplomatie économique du ministère des Affaires étrangères pour l'accueil des délégations étrangères en France. »

Afrique et Europe

« *Sur le plan géographique, nous avons ciblé des zones prioritaires : l'Europe et l'Afrique. Sur l'Europe, nous avons constaté les retards de grands pays comme le Royaume-Uni, l'Allemagne, les pays d'Europe centrale et même l'Italie. Concernant l'Afrique, nous avons observé les opportunités : boom démographique, retards sur les infrastructures. Nous décidons de démarrer par les marchés les plus proches culturellement, ceux d'Afrique francophone qui ont aussi un fonctionnement réglementaire voisin du nôtre. Nous travaillons avec le FRATEL, qui regroupe les régulateurs de plusieurs pays africains et l'ARCEP.* » complète Stéphane Lelux.

Par ailleurs, la FIRIP participe à la création d'ELFA⁵ en 2015. Elle en est un des membres fondateurs et Etienne Dugas le premier président. « *Il y avait eu des discussions notamment avec les associations BREKO et BUGLAS en Allemagne, qui militaient pour l'open access. Nous avons trouvé un Danois, Dansk Energi, et un Anglais, l'association INCA. Tous étaient ravis qu'on vienne car la France était déjà un modèle. ELFA a été bien utile au moment de parler du Plan France Très haut débit à Bruxelles.* »

Radio, satellite, 4G fixe...

Le recours à des technologies alternatives, comme le THD radio, le satellite ou la 4G fixe, visant à compléter la couverture haut et même très haut débit, en attendant l'arrivée du FTTH dans les zones les plus enclavées, fait aussi partie des sujets abordés par la FIRIP puis InfraNum. Il va même marquer le début des relations entre la Fédération et la nouvelle secrétaire d'Etat chargée du numérique.

Axelle Lemaire, qui succède à Fleur Pellerin en avril 2014, est amenée à s'intéresser de près à la FIRIP dans un climat électrique, comme le raconte Etienne

LES DATES CLÉS

11 FÉVRIER

- Lancement de European Local Fibre Association à Londres, présidée par Etienne Dugas

AVRIL

- Audition de la FIRIP par les sénateurs Patrick Chaize et Hervé Maurey dans le cadre du rapport sur la couverture numérique des territoires

MAI

- Intervention de Sébastien Soriano, président de l'ARCEP, devant le CA de la FIRIP

NOVEMBRE

- Événement avec Doubs THD

DÉCEMBRE

- Assemblée générale et élection d'un nouveau CA à Angers

Dugas : « Lors du TRIP de l'AVICCA à l'automne 2015, Axelle Lemaire nous interpelle à propos de ce qui se passait à Bruxelles où la Commission européenne était réticente à agréer le Plan FTHD. A l'origine de ce problème, une plainte déposée par un de nos membres, Infosat, contre le financement public de la montée en débit. Pour la Commission, l'Etat français subventionne la mise à niveau du réseau de cuivre. Nous utilisons ⁵ELFA pour en parler à Bruxelles. » Philippe Le Grand, alors trésorier de la FIRIP, poursuit : « Nous sommes auditionnés. Nous défendons le Plan tout en souhaitant l'encadrer. Au TRIP de l'AVICCA, Axelle Lemaire nous vilipende. Elle quitte la salle, on se parle entre deux portes, et elle nous donne RV deux heures après dans son bureau. Nous négocions avec son directeur de cabinet. Le ministère prend trois engagements : ouvertures de fréquences pour le THD radio, financement des raccordements par des technologies alternatives comme le satellite et mise en œuvre d'une communication sur l'existence de ces technologies. Nous trouvons un accord et la Commission donne son feu vert ».

Ces technologies alternatives ne sont pas bien vues par nombre d'élus qui craignent qu'elles réduisent la couverture de la fibre optique. « J'ai toujours défendu le 100% fibre » rappelle Patrick Chaize pour qui ces technologies ne peuvent tenir qu'un rôle marginal. Laure de La Raudière souligne également que l'objectif reste le 100% tout en faisant observer que même le raccordement cuivre n'atteint pas les 100%. « Il y a des cas où on peut se dire que ce n'est pas raisonnable et il ne faut pas exclure alors le recours à une solution alternative, mais cela doit rester marginal ».

La FIRIP obtient un succès majeur avec la réservation d'une bande de fréquences dédiée et la publication des modalités d'attribution fin 2017 par l'ARCEP. Quatorze départements bénéficient ainsi de plages de fréquences pour compléter leur couverture fibre.

¹ Nokia a racheté Alcatel-Lucent en 2016

² Fédération française des télécommunications

³ Alliance française des industries du numérique

⁴ Volontaire International en Entreprise

⁵ European local fibre alliance, qui compte aujourd'hui 12 membres

TÉMOIGNAGES



Stéphane Lelux
Président de Tactis

Düsseldorf, et d'élargir vers les pays voisins. Pour cela, InfraNum participe à des colloques, comme l'Angacom, la conférence annuelle du BREKO, la FTTH conference, des événements professionnels qui se déroulent souvent en Allemagne.

L'Allemagne, première cible européenne

Il faut y aller collectivement. Cela a plus d'efficacité d'attaquer des marchés ayant une taille critique. Les enjeux majeurs du FTTH en Europe, c'est le rattrapage de l'Allemagne mais aussi la Pologne ainsi que l'Autriche, traditionnellement en lien avec l'Allemagne. Celle-ci sert également de porte d'entrée vers d'autres pays d'Europe centrale. L'Allemagne est un marché très fragmenté mais avec une volonté gouvernementale d'engager des actions, Länder par Länder, avec des partenaires privés. En Angleterre, on est dans une logique très libérale où c'est plutôt le privé qui est à la manœuvre. La chasse en meute sera moins percutante. Et le Brexit a pu freiner un peu. Il est donc plus logique et naturel de commencer par l'Allemagne, avec la présence d'une VIE à



Gabrielle Gauthey
Vice-présidente executive affaires publiques
Alcatel-Lucent de 2009 à 2015

El modelo francés

Au cours de mes six années chez Alcatel-Lucent devenu Nokia, je me suis employée à exporter dans le monde ce modèle des RIP que les gouvernements étrangers appelaient « le modèle français », et je me suis appuyée sur la FIRIP. J'ai souvent participé à des manifestations en Europe (Royaume-Uni, Allemagne, Espagne, Italie ...), puis en Afrique, dans divers pays, et notamment en Tunisie, où j'ai organisé un séminaire avec la fédération en 2014 auquel de nombreux acteurs français ont participé. Après l'Afrique, c'est en Amérique du Sud que je suis partie faire la promotion du modèle français des RIP dénommé alors « el modelo francés ». Le Mexique a fini par lancer un grand projet avec un réseau neutre ouvert national « la Red Abierta Mexicana », réseau mixte fixe et mobile 4G, projet que Nokia a remporté comme équipementier avec Huawei. Le Mexique aurait d'ailleurs été très ouvert à l'accueil d'un opérateur de gros français, qu'avec mes équipes nous avons cherché à attirer.



Audrey Briand
Responsable des affaires publiques chez Eutelsat de 2018 à 2022

Les technologies radio auraient pu disparaître

Eutelsat a été parmi les premières entreprises à intégrer la FIRIP où Nomotech, et sa technologie radio, faisait partie des membres fondateurs. Le mix technologique était pris en compte, il y avait un grand éclectisme des membres, pas toujours sur la même ligne. Mais la fédération s'est tout de suite créée sur cette idée de mélange. D'ailleurs, la disparition des technologies radios comme composantes du mix technologique à l'époque du Plan France THD aurait pu arriver. Pour certains élus, seule la solution fibre devait être envisagée. Les acteurs de la radio soutenus par InfraNum avaient permis au THD radio et au satellite de rester dans le jeu. Il n'est plus tabou aujourd'hui de dire que la fibre n'ira pas partout alors que c'était le cas au début du plan France THD.

2016 - DÉVELOPPEMENT INTERNE DE LA FIRIP



2016 - DÉVELOPPEMENT INTERNE DE LA FIRIP

Fin 2015, la FIRIP recrute son nouveau délégué général, Hervé Rasclard, qui succède à Jean-Christophe Nguyen Van Sang. Jusque-là, l'équipe interne de l'association se résumait à un binôme composé de Jean-Christophe et de Camille Lenert, qui s'occupait de communication, logistique, administration. L'arrivée d'Hervé permet de passer à une vitesse supérieure quant à l'organisation, le financement et le développement de la fédération.

Dans les premières années, la FIRIP s'est organisée avec les moyens du bord pour tout à la fois définir ses principes et objectifs prioritaires, mener ses actions, recruter des membres, trouver des financements.

Les principes tout d'abord : s'ils n'ont pas été définis en une « charte des valeurs », aujourd'hui en réflexion, ils ressortent des raisons même qui ont conduit à la création de la FIRIP :

- une association d'entrepreneurs, totalement investis dans la vie et parfois la survie de leurs sociétés
- un premier enjeu partagé par tous : le développement des réseaux mutualisés de type « open access », tant pour le grand public que pour les entreprises
- le déploiement des RIP, à un moment où les chantiers avançaient lentement
- un rassemblement pour agir en collectif afin de se faire connaître et de peser dans les décisions et la réglementation du secteur. Ce rassemblement passe par la constitution d'une véritable filière des infrastructures numériques
- la volonté de peser face aux grands opérateurs commerciaux et notamment Orange, le plus puissant et le mieux implanté. Pour autant, nombre de membres sont aussi des fournisseurs d'Orange, et la nécessité de trouver le juste équilibre est un enjeu pour la FIRIP

Recruter les adhérents

Premier objectif : recruter des membres, pour améliorer la représentativité et faire rentrer des cotisations. Le recrutement est d'abord l'affaire du président et du directeur, mais tout le monde s'y met. Les membres existants multiplient les événements sur leur territoire pour se présenter aux entreprises

locales et les faire adhérer. Jean-Christophe Nguyen Van Sang, à l'organisation toute militaire de l'officier de réserve citoyenne qu'il est également, fait merveille, comme en témoigne Xavier Vignon : « *Jean-Christophe nous a porté au sens logistique mais aussi en nourrissant la réflexion de la FIRIP. Cet animateur rigoureux, qui avait été assistant parlementaire du sénateur Leroy, déployait une énergie débordante.* »

Le 6 décembre 2012, l'association comptait 24 membres. Trois ans plus tard, ils sont 150.

La vie interne de l'association s'organise avec son bureau, son conseil d'administration, ses commissions de travail. Si le premier CA est resserré autour des membres fondateurs, il s'élargira ensuite à une douzaine de membres (14 aujourd'hui). Certains regrettent le côté intime, la complicité des débuts et les débats enflammés entre confrères et concurrents en même temps, mais la plupart se félicite de l'élargissement qui permet d'étendre le champ des activités. Cette augmentation du nombre de membres installe plus de transparence dans le circuit de décision. Le corollaire de cette parole libre est aussi le risque d'enlisement des débats. D'où la nécessité de veiller à l'équilibre, tâche ô combien présidentielle !

Structurer l'équipe

Les commissions se mettent en place sur l'emploi, la fibre, les entreprises, l'export... et aussi la réglementation et la régulation. L'activité et le fonctionnement de cette commission témoignent de l'évolution même de l'association. « *En trois ans de présidence de la commission, j'ai vu un changement de positionnement au départ très axé sur les RIP pour défendre in fine les intérêts globaux de la filière sur le secteur, et le nombre de membres augmenter de manière constante. L'arrivée des grands opérateurs permet de donner plus de poids à nos prises de positions, mais il devient plus difficile de trouver des consensus. L'enjeu pour InfraNum est désormais de tenir ses valeurs et d'arriver à défendre les intérêts de ses membres auprès des pouvoirs publics dans un contexte économique plus tendu* » indique Audrey Maurel, avocate associée INLO Avocats et présidente de la commission de 2018 à 2021.

LES DATES CLÉS

16 - 18 FÉVRIER

- Participation à la FTTH conférence de Luxembourg

27 AVRIL

- Présentation de l'Observatoire du THD au siège de la Caisse des dépôts à Paris, en présence d'Emmanuel Macron, ministre de l'Économie

16 - 21 MAI

- Partenaire du symposium d'Acome à Tokyo

21 JUIN

- Assemblée générale, introduisant la promotion des villes et territoires connectés et les services associés dans les objectifs de la FIRIP

5 - 6 SEPTEMBRE

- Première Université du THD à Marseille

26 OCTOBRE

- Première réunion outre-mer à La Réunion

En l'espace de six ans, la Fédération passe de 2 à 9 permanents. A Hervé Rasclard et Camille Lenert s'ajoutent un DG adjoint (Julien Delmouly, puis Alexandre Durand), des chargés de mission (Aubin Bernard, Agnès Le Meil, Julia Perraudin, Arnaud Brianchon), un chargé de communication (Iyed Soua), une comptable (Franceline Firmin), avec le renfort de deux VIE, Aurélie Aïchour à Düsseldorf et Irina Gbaguidi à Abidjan, pour le développement de la filière à l'international. Tous les témoignages recueillis convergent sur les compétences de l'équipe et la qualité du travail. Ce recrutement est rendu possible par l'augmentation des ressources de la fédération, lesquelles proviennent des cotisations, mais aussi des événements et surtout de l'Université d'été du très haut débit ou UTHD.

Communiquer par l'événementiel

Deux motivations fortes fondent la naissance de la première UTHD à Marseille, en septembre 2016 : le souhait de proposer une manifestation décentralisée où les acteurs du secteur se retrouvent chaque année dans une ville différente, la volonté de faire rentrer de nouvelles ressources via l'exposition, les stands et les recettes des inscriptions. Cette première phocéenne, est un succès qui en appelle d'autres. Les rendez-vous se succèdent d'Epernay en 2017 à Toulouse en 2022. L'édition des Sables-d'Olonne en 2020 est particulièrement appréciée, moment de retrouvailles entre première et deuxième vague du Covid. A partir de 2019, l'AVICCA est pleinement associée à l'organisation, scellant cette alliance public-privé.

« *Quand l'un d'entre nous organise un événement, il fait tout pour bien recevoir ses confrères et partenaires* » assure Philippe Le Grand. Alors levons un verre de beaujolais nouveau chaque troisième jeudi de novembre au château de Lachassagne, propriété de la famille Alloin dont Pierre puis son fils Bertrand président le groupe Firalp. Un rendez-vous incontournable, qui rassemble les professionnels de la filière et leurs partenaires, bien au-delà de la vallée de la Saône.

TÉMOIGNAGES



Hervé RASCLARD
Délégué général d'InfraNum

Altitude ont investi en ressources humaines, sur les appuis communs, et Sogetrel sur Grace THD avec Bruno Perez. Autre exemple : le guide datacenters est réalisé en interne, sans aucun prestataire. Aubin l'a piloté.

Ça continue avec le même état d'esprit. Une marque de fabrique et une richesse.

Le rendez-vous de l'écosystème

La FIRIP voulait un événement. Je fais un tour de piste des événements existants et très vite, je prends contact avec IdealCo et leur propose de donner un nouvel élan à ce qui s'appelait alors le Forum du très haut débit. On se tape dans la main très vite avec la FIRIP comme co-organisateur. C'est la naissance à Marseille de l'Université du très haut débit.

A partir de 2019, sous l'impulsion de son président Patrick Chaize, l'AVICCA nous rejoint. Ensemble, nous avons fait de l'UTHD le rendez-vous de l'écosystème et de la filière des infrastructures numériques, rassemblant Etat, collectivités territoriales et acteurs privés.



Pierre BORDA
Directeur du développement
de SCOPELEC de 2010 à 2017

L'engagement de l'équipe et des membres

J'ai un profil politique. J'ai besoin à mes côtés d'un profil plus technique, je voulais un « arcécipien » et je recrute Julien Delmouly pour piloter toutes les commissions et les faire monter en puissance, mais aussi répondre aux consultations. En parallèle, je poursuis le développement en proposant la création de chargés de mission, Aubin Bernard est le premier. Alexandre Durand vient de l'ANCT pour succéder à Julien comme délégué général adjoint.

Nous devons notre reconnaissance institutionnelle à notre réseau et à notre travail. Nous sommes reconnus par les services de l'Etat, grâce à la compétence de l'équipe et aussi parce que nous sommes une fédération d'acteurs. Chaque membre met beaucoup de temps homme à disposition de la fédération : par exemple Pascal Caumont (Adista) sur les services aux entreprises. Axione et

Priorité aux adhésions

Dans les premiers temps, Etienne et les fondateurs menaient les recrutements. Le bouche à oreille fonctionne bien et Jean-Christophe démarche à fond. Il a recruté le gros de la troupe. Il fallait boucler les budgets 2013 et des années suivantes et nos premières réunions tournaient autour du décollage des adhésions.

Est née l'idée d'organiser des journées en province, pour nous faire connaître, avec une formule partenariale entre une collectivité et un membre fondateur. Scopelec l'a fait à Labège, près de Toulouse, avec Alsatis. Ces mini-séminaires étaient surtout une opération pour recruter des adhérents dans toutes les régions. Nous venions sur place avec des bulletins d'adhésion. Et nous sommes assez vite arrivés à 150 membres.

| 2017 - 2018 DE LA FIRIP À INFRANUM



2017 - 2018 DE LA FIRIP À INFRANUM

Les fondamentaux du Plan France Très Haut débit sont désormais bien installés, le rythme de construction des lignes s'intensifie. Il est temps pour la FIRIP de se projeter plus loin avec deux objectifs en tête : développer la filière vers de nouveaux horizons et ouvrir la Fédération à de nouveaux acteurs.

Histoire d'un changement de nom

Cette double réflexion se focalise autour du nom de la fédération. Faut-il rester sur FIRIP, en insistant sur une des raisons d'être initiales de l'association, le déploiement des réseaux d'initiative publique, ou bien élargir l'objet de l'association ? David Elfassy insiste sur les fondamentaux : « *il fallait encore renforcer les RIP, nous étions loin d'avoir tout résolu sur les infrastructures* ». D'autres membres pensent autrement : « *les RIP, ce n'est pas suffisant. D'autres réseaux se déploient, y compris ceux à bas débit comme LoRa. Et la transformation numérique est devant nous, nous devons aussi aller vers les usages* » indique Xavier Vignon. Etienne Dugas recherche le consensus : « *Il fallait sortir des seuls RIP, et nous ouvrir au numérique au sens large, mais toujours à partir des infrastructures. Tous nos adhérents en vivent* ». Infrastructures numériques. InfraNum. Le nom s'impose. « *J'aimais bien Les Connecteurs. Mais InfraNum, toutes les infrastructures et le numérique, c'est une évidence.* » Philippe Le Grand exprime un sentiment quasi général. La décision se concrétise lors de l'assemblée générale 2018.

Comité de filière

Au-delà du cercle des adhérents d'InfraNum, des réflexions démarrent sur la création d'un Comité stratégique de filière, ou CSF, dédié au numérique. Hervé Rasclard en raconte la genèse : « *Nous présentons l'Observatoire du THD en 2016 à Paris au siège de la Caisse des dépôts et invitons représentants de l'Etat et journalistes. Emmanuel Macron, ministre de l'Économie, est là. Etienne intervient sur le thème : « nous sommes une vraie filière ». Emmanuel Macron dit « chiche, ma porte est ouverte ». Après deux années de discussions, le contrat de filière Infrastructures numériques est signé avec Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'Etat auprès de Bruno Le Maire, en décembre 2019.* »

Le CSF s'articule autour de quatre groupes projets :

- Déploiement des réseaux et usages 5G
- Construction des territoires connectés
- Développement de l'emploi et des compétences
- Construction d'une stratégie à l'export

Si le premier est piloté par la FFT, « *InfraNum joue un rôle déterminant pour faire naître et vivre les trois autres groupes* » affirme Jacques de Heere. Stéphane Lelux, qui pilote le groupe international à La FIRIP depuis 2018, souligne un enjeu de ce CSF : « *Nous avons très vite été force de proposition pour travailler avec d'autres filières à l'international et apporter des réponses globales à des problématiques où les infrastructures numériques n'étaient pas seules en jeu : par exemple, pour répondre au programme villes durables en Egypte, il nous fallait d'autres compétences en matière de mobilité, énergie, construction BTP, environnement... Le CSF a permis deux choses : avoir un rang facilitant l'accès aux services de l'Etat, et développer des partenariats internationaux avec d'autres filières (ville durable, industrie de la sécurité, énergie...).* »

L'arrivée des quatre opérateurs

Autre sujet, l'ouverture de la fédération aux opérateurs commerciaux : Orange, SFR, Bouygues Telecom et Free. Laure de La Raudière se souvient : « *J'ai vécu ces tensions fortes entre collectivités, opérateurs d'infrastructures et les quatre principaux opérateurs commerciaux, dont l'absence sur ces RIP était incompréhensible pour les élus et les citoyens. Il était inimaginable que la promesse technologique portée par ce nouveau réseau en matière de connectivité ne trouve pas de succès commercial et cela nécessitait la présence des quatre opérateurs sur ces réseaux !* »

Le premier à intégrer la fédération est SFR ou plutôt son ancêtre Numericable : le câblo-opérateur est déjà présent en très haut débit sur différents territoires, notamment en Alsace ou dans le Rhône. Le rachat de SFR par Numericable intervient en 2014 et SFR (le nom est gardé) intègre la FIRIP..., avant de voir son adhésion suspendue à l'automne 2017. Principale raison à cela : à l'été 2017, SFR annonce qu'il va fibrer la France entière, rendant les RIP inutiles.

LES DATES CLÉS

13 - 14 SEPTEMBRE 2017

- UTHD à Epernay

29 NOVEMBRE 2017

- La FIRIP présente à l'ouverture du 5e sommet Union africaine - Union européenne à Abidjan

22 MAI 2018

- Présentation du guide « construire son smart territoire » avec France Stratégie

14 JUIN 2018

- La FIRIP devient InfraNum

19 - 20 SEPTEMBRE 2018

- Université d'été du THD à Laval

6 DÉCEMBRE 2018

- Élection du nouveau CA, Etienne Dugas 3e mandat de président

En fait, les annonces de SFR visaient surtout le rééquilibrage dans les zones AMII avec Orange, accusé de détenir trop de réseaux. Un Yalta intervient permettant à SFR de reprendre quelques sites mais aussi de favoriser la mise en place par les pouvoirs publics des AMEL (Appel à manifestation d'engagements locaux), zones où les opérateurs candidats s'engagent à construire le réseau sans subvention. Les cartes sont rebattues sur une dizaine de départements. Ces réajustements obtenus, SFR enterre son plan « Fibrer la France », et réintègre la FIRIP devenue InfraNum, sous l'impulsion d'Arthur Dreyfuss, aujourd'hui P-DG d'Altice France.

Entre temps, Orange s'engage plus fortement sur les RIP en acceptant de proposer ses offres commerciales sur des réseaux exploités par d'autres opérateurs que lui-même. Cyril Luneau, qui a rejoint Orange en juillet 2015 comme directeur des relations avec les collectivités locales, ayant quitté SFR, se souvient : « *Orange envoie des signaux positifs sur la fibre pour les collectivités et souhaite adhérer à ce grand programme. Il est alors normal que nous puissions intégrer la FIRIP* ». Et un beau jour de novembre 2017, Etienne Dugas, écharpe orange à son cou, signe avec Pierre Louette, directeur général délégué d'Orange, l'accord d'adhésion lors du salon des maires de France.

Certains s'inquiètent de la « normalisation de la FIRIP - InfraNum ». « *Cette adhésion a aussi permis à la fédération d'être reconnue de manière plus large, en particulier par l'administration. Certes, il y avait une forme d'institutionnalisation. Mais c'était nécessaire* » affirme avec le recul Antoine Darodes.

L'arrivée d'Orange et le retour de SFR via la maison mère Altice en 2018 sont suivis par l'adhésion de la filiale « RIP » d'Iliad, IFT (en partenariat avec le fonds Infravia), en 2021, et de Bouygues Telecom début 2022.

TÉMOIGNAGES



Cyril LUNEAU

Directeur des relations avec les collectivités locales Groupe Orange

Sans doute, Orange peut partager également avec d'autres acteurs tout ce qu'il a pu apprendre des millions de prises déjà construites et qu'il continue de construire en zones AMII et denses. Ce n'est pas totalement idiot de faire partager les écueils, les bonnes pratiques d'autant que le FAI Orange sera amené à utiliser ces réseaux : autant qu'ils soient bien construits.

C'est dans cet esprit d'échange que nous intégrons la fédération, que nous participons aux groupes de travail. Finalement, il est sain que l'ensemble des acteurs se mettent d'accord sur les grands principes de réussite du projet : ingénierie, méthodologie de déploiement... plutôt que chacun réinvente de son côté.

On a tous appris non pas en marchant, mais en courant.

Les raisons d'une adhésion

Pour Orange, cette adhésion à la FIRIP souligne deux points importants :

- Elle constitue une étape où Orange décide encore plus qu'avant d'écouter les collectivités, leurs besoins et plus largement, les besoins de l'écosystème. Nous ne plaquons pas notre solution sur les RIP. Nous avons pleinement conscience que les collectivités jouent leur rôle d'aménageur au service des citoyens, des entreprises, des acteurs économiques sur leurs territoires, et que nous sommes juste le bras séculier et le délégataire des collectivités pour réussir ces opérations.

- Pour cela, il faut écouter ceux qui sont présents sur ces projets, l'ensemble des acteurs d'InfraNum, et partager les bonnes pratiques. Nous avons tous à apprendre y compris Orange, à penser hors de la boîte, et c'est une vraie chance.

InfraNum et CSF



Olivier DUROYON

Directeur secteur public, Nokia France

Il n'était pas facile en tant qu'association de dire : *« j'étais légitime pour parler RIP, maintenant je vais me saisir de toutes les infrastructures numériques, data center, infrastructures urbaines... »* Ça été bien fait, et accepté par les institutionnels et l'industrie. C'est un des changements fondamentaux, consécutif au changement de nom.

Le CSF Infrastructures numériques, créé en 2019, aurait pu remettre cette vision en question. Deux aspects sont à prendre en compte : d'un côté la 5G où InfraNum n'était pas focus sur le sujet. Le mobile c'est la FFT, les grands opérateurs, des industriels comme Nokia. Et puis il y a toute la partie infrastructures numériques des territoires intelligents, qui se situe dans la continuité des RIP. Là, InfraNum est très légitime et c'est bien la fédération qui pilote ce point au sein du CSF. Le sujet est plus complexe que le mobile, car il nécessite une vision politique, des initiatives locales, des fonds financiers. Il est très fragmenté en termes d'industries, avec des opérateurs d'énergie également concernés. C'est un sujet qu'InfraNum commence à explorer. Finalement le CSF pouvait être concurrentiel à InfraNum mais Hervé Rasclard, très impliqué, a réussi à rendre compatibles ses objectifs avec ceux de la fédération.

Mais nous n'en sommes encore qu'au début.

| 2019 - VERS LES TERRITOIRES CONNECTÉS



2019 - VERS LES TERRITOIRES CONNECTÉS

Le changement de nom de la fédération et la construction du CSF infrastructures numériques marquent une ouverture vers les usages et services numériques. Ce chemin avait été emprunté dès 2016 avec la création de la Commission « smart city », présidée alors par Lionel Anselmo, vice-président d'Altitude Infra. Un premier guide, publié avec la Caisse des dépôts en mai 2018 et intitulé « Construire son smart territoire » traduit cet intérêt. Cette dernière expression, plus large que celle de « smart city », témoigne de la volonté d'InfraNum de rester connecté à l'ensemble des territoires. « *Le sujet touche tous les territoires. Il s'agit de les rendre plus performants, plus durables, de remettre le citoyen au centre du jeu, mais aussi de réaliser des économies de fonctionnement : éclairage public, capteurs d'air, gestion de trafic... C'est une vraie demande de leur part* » relate Hervé Rasclard.

Pour Nathalie Dirand, directrice commerciale, Covage, « *ces réseaux, nous les construisons pour qu'ils servent, au-delà du seul raccordement au très haut débit, à dynamiser les territoires. L'action de la FIRIP contribue à en faire de formidables leviers pour les services publics et les usages* ».

Philippe Le Grand explique la démarche : « *le premier enjeu c'est la sensibilisation et l'aide à l'incubation de projets. La prise de conscience de l'importance du sujet est rapide mais faire émerger des projets n'est pas si simple. Les maires veulent faire, ils savent pourquoi mais pas toujours comment. Nous cherchons à les aider avec des grilles de lecture, un soutien sur la structuration des approches. Nous intégrons des éléments dans l'Observatoire du THD, et des groupes de travail opérationnels sont lancés dans la commission dédiée. Nous réfléchissons à mettre en œuvre une plateforme qui permettra de donner un cadre avec une approche méthodologique à destination des collectivités. Ces territoires connectés sont des beaux exemples de l'apport d'une filière dans la structuration d'un marché au bénéfice du collectif. Nous jouons tout notre rôle.* »

Il est rejoint par le Président de l'AVICCA : « *C'est le sens de l'histoire. Ma vision du numérique dans les prochaines années se résume en trois points : finir les infrastructures, faire en sorte que tout le monde puisse les utiliser grâce à une politique d'inclusion, et développer des usages, des territoires durables*

et connectés, qui intègrent la transition énergétique et environnementale. Je milite pour un vrai plan territoire durable et connecté et non pas une simple succession d'appels à projets » conclut Patrick Chaize.

Garder le cap

Pour autant, à trop s'ouvrir, l'association ne risque-t-elle pas de perdre son cap ? Sans remettre en cause cette nouvelle orientation, certains adhérents souhaitent réaffirmer l'importance des infrastructures dans la démarche. « *La base d'un territoire intelligent c'est qu'il soit connecté. La couverture par les infrastructures reste la première condition à mettre en place. Et il ne s'agit pas que de fibre, synonyme d'accès, mais aussi de mobile, de plateformes de données pour la livraison de services, d'usages...* » indique Olivier Duroyon.

Sur le terrain des données, certains craignent l'éparpillement, le développement de réseaux et de systèmes d'information (SI) en parallèle, à l'échelle d'une même commune, d'un même territoire et insistent pour que l'industrie se structure afin de proposer aux collectivités des process dignes de ce nom. Mais est-ce le rôle d'InfraNum ? « *Pour réussir, il faut y mettre autant d'énergie que dans le déploiement de la fibre optique et aller jusqu'au bout. Sinon ce ne sera que de la communication* » estime Cyril Luneau.

La fédération continue d'avancer sur le sujet. En mai 2019, à l'occasion de l'inauguration des nouveaux locaux de Scopelec à Saint-Orens, près de Toulouse, elle crée un événement smart territoire et lance la réalisation d'un guide des datacenters de proximité. Il sera publié en mai 2021. A la rentrée 2020, InfraNum organise les premiers Ateliers des territoires connectés (ATC) à Angers, qui rassemblent et font travailler l'écosystème local, et au-delà, sur des thématiques liées aux territoires connectés. L'opération sera reconduite à Lille en 2021. Et même si le Covid a un temps freiné ces velléités, de nouveaux ATC reviennent, à Paris lors du salon Innopolis en septembre 2022, et prochainement ailleurs...

Quant à la commission smart territoire elle est présidée par Bertrand Blaise (Sogetrel) et co-présidée par Audrey Maurel depuis cette année.

LES DATES CLÉS

21 MAI

- Première présentation de l'Observatoire du THD au TRIP de l'AVICCA

18 JUIN

- Lancement du guide pratique « *Télécoms d'entreprise : guide pratique pour bien choisir ses offres* » avec l'ARCEP, le MEDEF, la CPME et l'AFUTT

12 JUILLET

- Publication du guide pratique « *Déployer un service de Wi-fi territorial* » avec le CEREMA et le CGET

17 - 18 SEPTEMBRE

- Université d'été du THD à Lille

18 DÉCEMBRE

- Signature du CSF Infrastructures Numériques avec la ministre Agnès Pannier-Runacher

Des ministres engagés

« *Gentil n'a qu'un œuf, mi j'n'ai deux !* » : Sébastien Soriano, alors président de l'ARCEP, s'adresse au public de l'UTHD en ce 18 septembre 2019, détournant ainsi un proverbe franc-comtois pour signifier la volonté du régulateur de rester vigilant sur les dossiers en cours. Mais l'écosystème numérique rassemblé à Lille n'a d'yeux que pour Julien Denormandie, ministre de la Ville et du Logement. C'est à lui qu'est revenu dans le gouvernement d'Edouard Philippe, le suivi du plan France THD, lorsqu'il était secrétaire d'état auprès du ministre de la Cohésion des territoires. Il porte la loi ELAN, publiée le 23 novembre 2018, et qui intègre des dispositions favorisant le déploiement des réseaux THD. « *Julien Denormandie a marqué une rupture dans le plan : il avait une bonne connaissance du sujet, et il a rassemblé les quatre grands opérateurs et les opérateurs d'infrastructures dans de vraies réunions* » indique David Elfassy. « *J'ai bien aimé l'homme, un bosseur, d'intelligence concrète, au sens civique très développé. Il a su réaliser des synthèses à partir de positions inconciliables, comme sur le New Deal mobile ou le bon débit. Il a trouvé les bons mots et les bonnes positions* » renchérit Xavier Vignon.

Cédric O lui succède pleinement en avril 2020. Il est aussi très apprécié. C'est un homme du sérail numérique. De 2017 à 2019, il est conseiller conjoint du président de la République et du Premier ministre, chargé des participations publiques et de l'économie numérique. Le 31 mars 2019 il devient secrétaire d'état chargé du Numérique et récupère le dossier infrastructures en 2020 après la nomination de Julien Denormandie au ministère de l'Agriculture. Il se situe dans la continuité de son prédécesseur et, titulaire d'un portefeuille entièrement dédié au numérique, a pu consacrer tout son temps à ces sujets. Jean-Noël Barrot lui succède à l'été 2022.

TÉMOIGNAGES



Audrey MAUREL

Avocate associée INLO,
co-présidente de la commission
smart territoires

Boîte à outils numériques

La commission smart territoire accueille beaucoup de monde, avec des sujets plus transverses et un positionnement à bien définir. Nous avons de nouveaux types d'acteurs (start up, cyber sécurité, gestion de données ...). C'est une commission qui a pris beaucoup d'envergure et demande beaucoup d'investissement. Nous sommes amenés à échanger avec des partenaires historiques comme l'AVICCA ou la FNCCR mais aussi avec d'autres organismes qui représentent une communauté d'acteurs ou qui se sont construits pour répondre à de nouveaux enjeux (AMF, APVF, les Interconnectés, ...).

Nous sommes attendus sur un thème qui reste un peu flou. C'est pourquoi nous avons rapidement ouvert des chantiers de travail sur différents sujets opérationnels et stratégiques que nous partageons avec les organes décideurs et financeurs de l'Etat (DGE, Banque des territoires, etc).

Nous travaillons sur une boîte à outils numériques à destination des collectivités locales comme des acteurs privés qui, nous l'espérons, permettra de maintenir la dynamique de ces projets après la fin de l'appel à projets territoires intelligents et durables. Notre objectif est de faire d'InfraNum le partenaire privilégié des institutions publiques sur ce sujet. Nous parlons le langage des collectivités.

Mais c'est une commission lourde : nous sommes moins dans la production (de textes, de guides) que dans la gestion des travaux, dans les relations avec des interlocuteurs extérieurs, la présence à des manifestations de plus en plus nombreuses dans lesquelles nous devons tenir une position pérenne. Il s'agit aussi de sensibiliser nos relations sur l'impact financier de ces projets et le nécessaire soutien des collectivités locales, ainsi que sur l'enjeu des process, par exemple sur les Schémas directeurs usages et services des départements (SDUS).

C'est un sujet dont l'enjeu est important pour la filière, les collectivités et les citoyens.



Ariel Turpin

Délégué général de l'AVICCA

Être entendu sur ces sujets

Merci à InfraNum de nous aider à ouvrir tous ces nouveaux sujets qui ne sont pas encore familiers à certains des membres de nos deux associations.

Lors du TRIP du printemps 2022 nous avons eu trois tribunes qui se sont succédé, d'abord avec Christel Heydemann, la nouvelle directrice générale d'Orange, essentiellement sur les thématiques réseaux, puis sur la cybermalveillance avec Jérôme Notin, enfin sur les data centers avec Sylvain Rouri d'OVHcloud. Ces deux dernières interventions étaient excellentes, mais ne traitaient pas des réseaux. Aussi, après le discours d'Orange, également très intéressant là n'est pas la question, un tiers de la salle est partie. Après celui de Jérôme Notin un autre tiers... c'est dommage. Les membres d'InfraNum et de l'AVICCA viennent surtout écouter les sujets réseaux. Aussi est-il essentiel

que, comme nous tentons de le faire à chaque occasion, InfraNum parle également internet des objets, cybersurveillance, territoires connectés, datacenters. Cela nous aide à faire entendre ces sujets.

De même, l'Observatoire du très haut débit, conjoint à InfraNum, l'AVICCA et la Banque des territoires, ne photographie pas exactement la même chose chaque année. C'est essentiel car la transformation numérique est permanente, rien n'est jamais figé. L'Observatoire du THD ajoute de nouveaux indicateurs toujours plus diversifiés et qui permettent d'enrichir la vision sur ces sujets, notamment s'agissant des territoires connectés. On devrait d'ailleurs finalement plutôt parler de l'Observatoire de la transformation numérique de la France...

| 2020 - 2021 RÉSILIENCE ET SOLIDARITÉ



| 2020 - 2021 RÉSILIENCE ET SOLIDARITÉ

16 mars 2020, peu après 20 heures : « *Nous sommes en guerre* ». Emmanuel Macron annonce le confinement face à l'épidémie de Covid-19, qui prend effet le 17 mars à midi. « *Je demande tout de suite une réunion à la DGE et nous avons un premier rendez-vous téléphonique le 18 mars* » se souvient Etienne Dugas. La mobilisation de la filière va être à la mesure de l'urgence et de l'ampleur du problème, mais aussi du stress qui touche salariés et chefs d'entreprises membres d'InfraNum, comme des autres secteurs économiques.

Il faut d'abord mettre en place des mesures d'urgence : l'approvisionnement en masques de protection en est une si l'on veut permettre les interventions de terrain. Folan, société membre d'InfraNum, profite de ses relations avec la Chine pour passer une commande groupée à laquelle souscrivent les autres adhérents intéressés.

Cédric O, qui a pris le relais de Julien Denormandie sur les infrastructures mi-avril 2020 et Mathieu Weill, chef du service de l'économie numérique à la DGE, coordonnent la manœuvre. « *Si les relations entre InfraNum et la DGE ont été longues à se mettre en place, le Covid a été un accélérateur considérable* » reconnaît Etienne Dugas. InfraNum se mobilise d'abord pour que les réseaux tiennent. Les besoins se démultiplient avec la montée du télétravail pour tous. La fédération fait remonter les besoins de la filière lors des réunions hebdomadaires le mercredi soir avec Bercy et les coups de fils sont quasi-quotidiens entre hauts fonctionnaires et dirigeants de la fédération.

Construire les réseaux sous Covid

Mais le grand objectif reste celui de la poursuite du chantier des réseaux. L'ARCEP y est attachée tout en faisant preuve de souplesse. « *Nous avons été pragmatiques sur les sujets de déploiement, de qualité de service, constatant la forte mobilisation des opérateurs pour que les réseaux tiennent. InfraNum a été un partenaire conscient des différents enjeux. Nous avons insisté sur deux points : faire en sorte que la charge importante des réseaux ne se traduise pas par une remise en cause de la neutralité du net et il n'y a jamais eu de situation de congestion, les opérateurs de streaming ayant aussi accepté de diminuer les débits ; veiller au respect des échéances*

légales, notamment sur le New Deal mobile et les obligations d'Orange et SFR sur les zones AMII » se souvient Sébastien Soriano, président de l'ARCEP jusqu'à fin 2020.

Les entreprises souffrent mais se tiennent les coudes. Les intégrateurs membres d'InfraNum prennent l'habitude de se réunir régulièrement pour échanger sur leurs problèmes. Ce groupe de travail perdurera après le gros de la crise. Orange joue le rôle de « *grand frère du secteur* » selon l'expression de Cyril Luneau : avances de trésoreries, commandes maintenues, accès aux équipements de protection et même des augmentations de tarifs temporaires avec prise en compte de certains surcoûts. « *Tout ça pour que la filière ne s'arrête pas et que les entreprises aient intérêt à continuer d'installer les réseaux* » précise le directeur des collectivités d'Orange. Stéphane Richard, alors président de l'opérateur, sera chaudement remercié lors de l'UTHD d'octobre 2020 aux Sables-d'Olonne. Les autres opérateurs sont sur la même ligne. « *Ils ont aidé en supprimant les pénalités de retard, en prenant en charge une partie des surcoûts de protection. Le Gouvernement a pu être réactif en s'appuyant sur une filière organisée qui a été solidaire et a bien joué le jeu.* » ajoute Antoine Darodes, alors directeur du cabinet de Cédric O.

Les porteurs de technologies alternatives bénéficient aussi de cette solidarité : « *En février 2021, Jean Castex, Premier ministre, lors d'un déplacement dans le Gers annonce le doublement du montant de l'aide, de 150 à 300 € et même à 600 € pour les bénéficiaires des minima sociaux, afin de couvrir les coûts d'équipements et de l'installation des antennes de réception* » se souvient Audrey Briand, alors chez Eutelsat.

Résultat : le rythme de construction des lignes FttH continue de croître pendant la période Covid. 2020 et 2021 sont les deux années les plus « productives » avec respectivement 5,8 et 5,6 millions de lignes et, pour la première fois en 2021, le nombre de lignes RIP dépasse celui des zones très denses et AMII.

« *Je salue l'organisation de la filière lors de la crise sanitaire, la poursuite des déploiements et de l'activité de l'ensemble des acteurs sur le terrain. Belle prouesse grâce à laquelle la transition numérique s'est accélérée pendant la période de confinement*

LES DATES CLÉS

15 JUIN 2020

- Restitution de l'étude d'impact COVID menée par EY et Tactis, et des propositions d'InfraNum pour la relance de la filière

10 SEPTEMBRE 2020

- Première édition des Ateliers des territoires connectés (ATC) à Angers avec Cédric O

20 - 21 OCTOBRE 2020

- Université d'été du THD aux Sables-d'Olonne

2 JUIN 2021

- Publication du guide sur les datacenters de proximité

6 - 7 OCTOBRE 2021

- Université d'été du THD à Saint-Etienne

9 DÉCEMBRE 2021

- Élection du nouveau CA et du nouveau président Philippe Le Grand

quand il a fallu développer le service et le maintenir pour les Français » conclut Laure de La Raudière, présidente de l'ARCEP depuis début 2021.

Le changement de présidence

Fin 2021, une page se tourne. Etienne Dugas, après neuf ans de présidence, passe la main : « *j'avais pris la décision un an auparavant. Déjà, mon activité professionnelle avait évolué : concentré sur les réseaux d'énergie, je ne fais plus que peu de déploiement fibre avec Investréseaux. Ensuite, il y a aussi l'usure du pouvoir, c'est bien de régénérer tout ça.* »

Les candidats se préparent, fourbissent leurs armes ou plutôt leurs argumentaires. David Elfassy et Philippe Le Grand sont sur les rangs. L'automne 2020 est une période de campagne qui prend fin avec l'assemblée générale du 9 décembre. Celle-ci se tient au nouveau siège d'Orange, à Issy-les-Moulineaux. Le conseil d'administration est élu et désigne son président. Philippe Le Grand est celui-ci. De nouveaux défis se présentent. « *Par définition, un président fixe un cap et représente une institution. C'est un virage important, surtout quand part le président d'origine. Etienne s'est investi énormément y compris dans des moments difficiles. Il a passé le flambeau et il a eu raison de le faire. La démocratie du mouvement a fait émerger un successeur qui a une position fédératrice et politique forte* » indique Jacques de Heere, lui-même longtemps président du SYCABEL.

Un nouveau président face à de nouveaux enjeux : les premiers mois de 2022 seront intenses.

TÉMOIGNAGES



Nathalie DIRAND
Directrice commerciale,
Covage

Un échange sain

InfraNum a excellé lors de la crise du Covid. La fédération a réussi à réunir l'ensemble des acteurs du marché avec les représentants de l'Etat et de porter la parole du secteur. L'objectif était de permettre la continuité de service, de maintenance, de déploiement des réseaux. Il était essentiel que la fibre fonctionne, pour le télétravail notamment. Toutes les semaines, nous avions un point de conférence, pour parler des difficultés auxquelles nous étions confrontés : problèmes d'acheminement des masques et gel... InfraNum a été très concret pour limiter les arrêts de production.

En outre, InfraNum a mené un travail exceptionnel avec l'étude réalisée par EY et Tactis pour matérialiser l'impact du Covid sur la production. Cette étude pose factuellement la situation et crée la base d'un échange sain avec les délégants et les industriels.



Etienne DUGAS
Président d'InfraNum de
2012 à 2021

Une expérience incroyable

D'abord cette expérience rassure sur une chose : « *quand il y a une volonté, il y a un chemin* ». J'ai fait partie de ceux qui ont pensé qu'après l'éclatement de la bulle internet, il fallait continuer, que la fibre était effectivement le futur des réseaux télécoms. Finalement quand tu y crois et que tu mets de l'énergie sur un sujet qui dépasse largement tes bras et tes neurones, en mobilisant autour de toi, tu peux déplacer des montagnes. Il faut mettre beaucoup d'intensité pour y arriver. J'étais crédible parce que j'avais créé Covage, j'avais un historique, mais il a fallu aussi trouver quelques personnes prêtes à me suivre comme Xavier, Philippe, David, Pierre Alloin. Tous ont mis beaucoup d'énergie. Quand on regarde tout ce que nous avons fait... Les objectifs du Plan France THD au début, personne n'y croyait.

C'est l'aventure humaine que je retiens en premier.



Philippe LE GRAND
Président d'InfraNum à
partir de décembre 2021

Comme sur un court de tennis

En février 2021, Etienne me contacte en me disant qu'il a l'intention de ne pas se représenter à la présidence. Je lui dis : « *qui va-t-on pouvoir mettre à ta place ?* » « *Je ne sais pas* » répond-t-il. Je rappelle quelques semaines après, j'ai réfléchi, j'ai fait le tour, ça m'intéresse. InfraNum, je vois ça comme un challenge, tout ce qu'il y a à faire, un mandat passionnant, j'ai envie de me donner là-dedans comme sur un court de tennis, et j'ai plein de projets. Je laisse Etienne annoncer sa décision et je lance en juin 2021 ma campagne avec la construction d'une feuille de route à partir d'un questionnaire envoyé à quelque 70 personnes.

Je suis prêt fin septembre. Je sais qu'il y a des entreprises plus grosses et un candidat très méritant mais les membres m'ont apporté leur confiance.

| 2022 - J'AI DIX ANS : NOUVEAUX ENJEUX



| 2022 - J'AI DIX ANS : NOUVEAUX ENJEUX

A peine élu, Philippe Le Grand débute 2022 avec un gros dossier sur la table : les problèmes de raccordement et les débats sur le fameux mode STOC (sous-traitance opérateur commercial : c'est ce dernier qui prend en charge le raccordement de son abonné, et non l'opérateur d'infrastructure qui déploie le RIP). L'AVICCA communique depuis plusieurs mois sur la mauvaise qualité d'une part importante des raccordements à la fibre. Les photos d'armoires de rues dévastées ou encombrées des « plats de nouilles » que constituent les fibres mélangées déferlent sur les réseaux sociaux et les autorités publiques commencent à tousser. InfraNum comme la FFT sont instamment appelés à agir pour résoudre le problème. « *Il est important que les deux organisations soient alignées. Il faut un plan d'action où elles sont impliquées ensemble, ainsi que les sous-traitants des opérateurs commerciaux qui sont chez InfraNum. On ne peut pas imaginer qu'il n'y ait pas une bonne coordination entre les deux organisations* » assure Laure de La Raudière en cette fin d'été 2022. Les pouvoirs publics restent favorables au mode STOC : « *c'est une des raisons du succès de la fibre, grâce à la concurrence qu'exercent entre eux les opérateurs. Pendant la phase de construction, cela reste la meilleure solution* » indique-t-on en haut lieu. Les représentants des collectivités sont plus réservés : « *le plus gros échec du Plan FTHD, c'est le mode STOC* » entend-on dans leurs rangs. Après un TRIP de l'AVICCA, les 1^{er} et 2 juin, largement consacré à ce sujet où InfraNum dévoile ses premières propositions, début septembre la FFT et InfraNum présentent officiellement au Gouvernement et à l'ARCEP un plan de qualité en quatre axes : labellisation des entreprises sous-traitantes, reprises des points de mutualisation défectueux, renforcement des contrôles par les opérateurs sur les intervenants réalisant les raccordements et faire du compte-rendu d'intervention la clef de voûte du dispositif de validation de la qualité du raccordement.

Alerte « quasi rouge »

Mais déjà un autre gros sujet apparaît, faisant suite à la guerre en Ukraine, aux pénuries d'énergie et d'autres matières premières nécessaires, fibre y compris. Lors de l'UTHD de Toulouse les 5 et 6 octobre, InfraNum lance une alerte « quasi rouge » sur la situation de la filière, fragilisée par les mouvements inflationnistes sur les matières premières et aussi par les bas niveaux

de rémunération des sous-traitants.

Alors tout va mal ? Non. Comme le dit le même communiqué de presse, « *la filière est menacée mais pleine d'avenir* ». La manifestation de Toulouse en témoigne, battant tous les records de participation des UTHD (2000 personnes présentes) et d'exposants (une centaine), toujours bon à prendre pour le trésorier d'InfraNum ! Après les interruptions dues au COVID, les ATC ont redémarré, d'abord à Paris, en attendant le Havre et d'autres villes. La Corse a accueilli pour la première fois un événement InfraNum au début de l'été.

Quelques mois auparavant, les membres de la fédération ont su se rassembler pour exprimer 30 demandes aux candidats à l'élection présidentielle dont au moins une a été respectée : la nomination d'un ministre délégué au numérique. Jean-Noël Barrot est celui-ci.

Et déjà s'ouvrent de nouveaux chantiers relatifs aux infrastructures numériques qui devraient donner du travail à la filière pour la décennie à venir : la résilience des réseaux, qui fait l'objet d'un rapport copiloté par la Caisse des dépôts et InfraNum présenté en juin. Il table sur une dizaine de milliards d'euros d'investissements dans les prochaines années pour rendre ces réseaux plus résistants, en enfouir une partie, les densifier dans les zones où les besoins se font ressentir.

Extinction du cuivre

Le chantier de l'extinction du cuivre est également ouvert par Orange : après des premières opérations test, l'opérateur historique qui détient l'essentiel des infrastructures cuivre, prépare cette extinction à l'horizon 2030. Ce mouvement ne peut que renforcer la migration vers la fibre optique. InfraNum est aussi attendu sur la diversité des solutions que ses membres pourront apporter sur les zones les plus rurales, et sur d'autres sujets pratiques comme celui des ascenseurs dont les alarmes sont reliées au réseau cuivre.

Le nombre des adhérents continue à croître avec, notamment, l'arrivée d'un partenaire de longue date : la Banque des territoires, établissement de la Caisse des dépôts. La signature de l'accord d'adhésion a

LES DATES CLÉS

23 MARS

- Présentation des 30 propositions « pour une France connectée et durable » aux candidats à l'élection présidentielle

22 JUIN

- Restitution de l'étude sur la résilience des réseaux, en partenariat avec la banque des territoires

30 JUIN - 1er JUILLET

- Territorii Di Dumane, événement numérique à Ajaccio

9 SEPTEMBRE

- Baromètre InfraNum - Covage sur la fibre optique dans les TPE et PME

5 - 6 OCTOBRE

- Université d'été du THD à Toulouse

6 DÉCEMBRE

- Dixième anniversaire d'InfraNum

lieu à Aurillac, pendant Ruralitic, fin août 2022. Antoine Darodes, qui a pris la direction du département « investissement transition numérique » depuis le début de l'année explique les raisons de ce ralliement : « *je souhaite que mes équipes soient dans la mêlée, participent directement aux commissions pour bien sentir le marché. Je voulais aussi souligner que la Banque des territoires s'implique avec les acteurs qui font, et n'est pas juste à côté. Enfin c'est bien qu'il y ait aussi des acteurs financiers dans InfraNum car les exigences d'investissement avisé peuvent constituer d'utiles aiguillons et de précieux garde-fous* ».

Bref, 2022 se termine comme 2013 avait commencé : dans la profusion des dossiers à traiter, des membres à conquérir, des événements à organiser. Le 6 décembre 2022, c'est bien une jeune organisation en plein développement qui fête son dixième anniversaire. Et qui a juste le temps de souffler ses bougies avant d'entrer dans une nouvelle décade porteuse de nombreux défis.

NOUVEAUX ENJEUX - FLORILÈGE

Philosophie générale

« Aller au bout de l'industrialisation, permettre la diversification, trouver de nouveaux débouchés, sécuriser les modèles économiques de nos entreprises, nous attacher à l'agilité de la filière par la formation continue et la requalification de nos salariés. »

« Je rêve qu'un seul syndicat gère tous les réseaux avec une branche infrastructures énergie, une branche sur le tertiaire et une branche télécom avec InfraNum. »

La Fin du plan France THD

« Plus gros enjeu : réussir la fibre. Effacer les dysfonctionnements actuels. »

« Accompagner la reconversion des personnels recrutés pour les déploiements et raccordements. »

Le successeur du Plan France THD

« InfraNum doit contribuer à créer le prochain plan France très haut débit : le réseau mobile d'aménagement du territoire. »

« La filière doit s'élargir à l'infrastructure numérique au sens le plus large : capteurs, caméras, data centers, hébergement de la données, drones... »

« Être au rendez-vous historique de la bascule du cuivre : celle-ci doit se dérouler rapidement pour soulager le secteur du double coût des réseaux fixes. InfraNum est bien placée pour accompagner les territoires et industrialiser les solutions mobilisant des technologies alternatives. »

Territoires connectés et durables

« Basculer sur la smart cité : c'est une question de méthode. InfraNum peut contribuer à préparer cette industrialisation : récupération, interopérabilité et traitement des données nécessitent une standardisation, un cadre commun. »

« Comment le numérique peut-il être efficient en consommation d'énergie ? Faire en sorte que la dimension sociale et environnementale soient bien traitées. »

International et GAFAM

« Accélérer sur l'internationalisation pour faire tourner les entreprises, en profitant de l'expérience acquise en France. »

« Un jour ou l'autre ils devront payer l'utilisation de la bande passante. Ça peut aussi les voir vouloir se rapprocher de nous. »

Les enjeux internes

« Aller vers une diversification des membres : cloud, datacenters et tout ce qui est smart. »

« Le Plan France THD représente beaucoup d'argent public et privé, on ne peut pas avoir de gros problèmes de droit du travail. Savoir assurer une certaine police interne »

« Le Conseil d'administration reste très FIRIP. Il faut un travail de refonte du fonctionnement interne mais aussi de transparence et de positionnement. Le risque c'est que des catégories d'acteurs créent des associations distinctes. »

« InfraNum doit garder son ADN, sa neutralité, l'équité, ne pas devenir la fédération des gros, s'adapter en fonction des sujets et des acteurs et s'organiser en conséquence. »

| BIENVENUE EN 2032



BIENVENUE EN 2032

Fédération Française des Télécoms du Numérique et de l'Énergie Association Loi 1901

Siège social : Jardin Philippe Leroy - Case végétale 23 - 92060 Paris La Défense

PROCES VERBAL CONSEIL D'ADMINISTRATION

En date du 21/11/2032

Les administrateurs de la Fédération Française des Télécoms du Numérique et de l'Énergie (FFTNE) se sont réunis le 21 novembre 2032 à 10h au siège de la FFTNE

Sont présents :

- | | |
|---------------------|--|
| - DUGAS Etienne | Président honoraire de la FFTNE |
| - ELFASSY David | Représentant la Société ALTITUDE INFRASAT |
| - GAUTHEY Gabrielle | Représentant la CAISSE DES RESEAUX ET CONSTELLATIONS |
| - LELUX Stéphane | Représentant de la Société STRATEGIS |
| - LEVY Jean-Bernard | Représentant la Société ENGIDIS |
| - NIEL Xavier | Représentant la Société FREE TELECOM & ENERGY |
| - PESQUET Thomas | Représentant la Société STATION SAT |
| - TAVARES Carlos | Représentant la Société RENANTIS |
| - TRABBIA Michaël | Représentant la Société ORANGE |
| - VIGNON Xavier | Représentant la Société SOGERT |

Il est ainsi constaté que 10 administrateurs composants le Conseil sont présents et qu'en conséquence le quorum étant atteint, ledit Conseil peut valablement délibérer.

Le Président PESQUET déclare la séance ouverte :

1. Mise en place d'un comité d'experts « couverture territoriale de la 6G »

Le Président rappelle qu'il a été proposé à Thomas GASSILOUD, ancien secrétaire d'état à la Cybersécurité, de présider ce comité. Celui-ci s'est déclaré favorable. Le nom de Jeanine DUBIÉ, ancienne députée et présidente de l'ANEM (Association nationale des élus de la montagne) a également été évoqué. Le CA décide de créer une co-présidence du comité. « *Quand on sait que la portée moyenne des antennes 6G ne dépasse pas 100 mètres, on mesure les défis que ce comité aura à affronter pour arriver à une couverture 100% du territoire en 2040* » a rappelé le Président.

2. Rapport des commissions

- Commission transports autonomes

Carlos TAVARES, rapporteur de la commission, souligne le succès de l'AEA (Autobus Européen Autonome) promis à équiper les écoles et collèges de France. Carlos TAVARES a rencontré récemment Carole DELGA, nouvelle présidente de l'AVICCAR, qui regrette les retards pris, selon elle, par l'équipement en capteurs des chemins vicinaux, rendant impossible la desserte des fermes isolées. Une rencontre des hologrammes des présidents de la FFTNE et de l'AVICCAR est programmée pour étudier les solutions proposées par la FFTNE.

- Commission constellations de satellites :

Thomas PESQUET, rapporteur de la commission, présente les statistiques sur les pertes de satellites en orbite basse. Avec une progression de 430%, les chiffres marquent une profonde détérioration de la situation, faisant suite à une multiplication des collisions entre satellites. Xavier NIEL, le rapporteur de la commission réseaux

optiques, se félicite du choix fait par la majorité des membres de se tourner vers la fibre optique

- Commission travaux post ouragan 2028 :

Jean-Bernard LEVY, rapporteur de la Commission et président honoraire d'ENGIDIS, fait le point sur l'enfouissement de l'ensemble des réseaux, rendu obligatoire après le passage de l'ouragan Irma la Douce qui a dévasté le quart sud-ouest de la France à l'hiver 2028. Une discussion intervient concernant la responsabilité de ces enfouissements. Le débat porte sur les calculs de charges que les supports de ces réseaux étaient censés respecter et sur les responsabilités en découlant. Une négociation devra être menée avec la FFR (Fédération Française des Régies) pour rechercher un accord.

- Commission relations avec les MEGA :

Le secrétaire général de l'antenne européenne de la BFDA (Big Four Defense Association) a demandé audience au Président de la FFTNE. « *Nous sommes partout, nous voulons donc être chez vous* » a-t-il écrit. La BFDA rassemble MetAmazon, GOOPPLE, EMU (Elon Musk Unlimited) et Ali HuaTen, groupe chinois.

Après un long échange entre les membres, le Conseil d'administration décide, dans sa grande sagesse, de consulter les pouvoirs publics sur l'opportunité de cette démarche.

3. Point sur les adhésions

Le Président évoque les nouvelles adhésions depuis le dernier Conseil d'Administration :

- TETE (Total Energies Transports Environnement)
- Cabinet CAMT (Cabot Abbou Maurel Tissier et associés), avocats
- VELOLIA, société qui établit des pistes cyclables dans les conduites d'eau accessibles mais

désormais inutiles depuis la Grande Sécheresse

Pas d'objection émise, les nouvelles adhésions sont donc validées.

4. Félicitations

Le CA félicite Philippe LE GRAND, ancien président d'InfraNum, pour son élection en septembre dernier au Sénat. Il espère entretenir avec le nouveau sénateur du département de La Manche les meilleures relations et encourage fortement l'initiative prise avec sa collègue, la sénatrice d'Eure-et-Loir Laure de LA RAUDIÈRE pour sa proposition de loi modifiant l'article 1425-1 du code des collectivités territoriales, permettant à celles-ci d'établir et exploiter, directement ou par délégation, tous types de réseaux pour tous types de transports de tous types de matières, physiques ou virtuelles.

5. Cinquième anniversaire de la FFTNE

La manifestation aura lieu le 6 décembre 2032 dans la Canopée de la Défense, proche du siège de la FFTNE. A cette occasion, les invités pourront profiter de la tyrolienne reliant les anciennes tours ELF et Société Générale, derniers vestiges de la skyline, promises à la démolition l'an prochain. La sécurité du dispositif sera assurée par ORANGE Entertainment, opérateur de parcs de loisirs de nouvelle génération. Un hologramme miniature retraçant l'histoire de notre jeune fédération sera remis à chacun des participants.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 12h30.

REMERCIEMENTS

InfraNum et Philippe Le Grand, son président, remercient tous ceux qui ont participé et participent encore à l'aventure InfraNum et, en particulier :

Jean-Noël Barrot, Ministre délégué chargé de la Transition numérique et des Télécommunications, tous ses prédécesseurs Fleur Pellerin, Axelle Lemaire, Julien Denormandie, Cédric O, et leurs collaborateurs, ainsi que les services de l'État impliqués, en particulier la Direction générale des entreprises

Emmanuel Macron, ministre de l'Économie en 2017 qui nous a dit « chiche » et nous a soutenus au moment de monter le Comité de filière

Laure de la Raudière, présidente de l'ARCEP, ses prédécesseurs, Jean-Louis Silicani, Sébastien Soriano et toutes leurs équipes

Patrick Chaize, président de l'AVICCA, sénateur de l'Ain, ainsi qu'Yves Rome qui l'a précédé à l'AVICCA

Etienne Dugas, président de la FIRIP puis d'InfraNum pendant neuf ans

Ainsi que les différents membres d'InfraNum ayant témoigné pour cet ouvrage : Pierre Alloin, Pierre-Michel Attali, Audrey Briand, Pierre Borda, Antoine Darodes, Nathalie Dirand, Etienne Dugas, Olivier Duroyon, David Elfassy, Jacques de Heere, Cyril Luneau, Audrey Maurel, Jean-Jacques Thiébault, Xavier Vignon

Et aussi Gabrielle Gauthey et Ariel Turpin, autres témoins pour ce livre

Et tous les autres administrateurs qui se sont succédés au fil des années : Bertrand Alloin, Romain Bucelle, Vincent Burgert, Pascal Caumont, Thomas Foppiani, Antoine Fournier, Sylvain Gendry, Agnès Huet, Eric Jammaron, Max Mantelin, Frédérique Massonaud, Pascal Rialland, Nicole Sgro, Jean-Michel Soulier, Jean-Noël de Vathaire

Sans oublier bien sûr les président-e-s et co-président-e-s des commissions, et toute l'équipe, animée par Hervé Rasclard, ainsi que Jean-Christophe Nguyen Van Sang, premier délégué général

Et tous les membres de notre fédération qui la nourrissent et la font vivre depuis dix ans, espérant qu'ils seront toujours avec nous dans dix ans.



InfraNum 10 ans en action

Née d'un dialogue entre deux personnes, puis de l'engagement d'un groupe de six dirigeants d'entreprises à l'été 2012, la FIRIP, devenue InfraNum en 2018, est une fédération professionnelle unique dans le paysage du numérique. Elle regroupe tous les acteurs d'une filière, quels que soient leurs métiers. Opérateurs d'infrastructures et commerciaux, intégrateurs et installateurs, industriels et équipementiers, bureaux d'études techniques et cabinets d'avocats, conseils financiers et investisseurs, tous se retrouvent dans une même organisation qui rassemble aujourd'hui quelque 230 membres. InfraNum est au service d'un objectif : réussir l'aménagement numérique des territoires métropolitains et ultramarins, aux côtés des autres parties prenantes que sont les collectivités territoriales, les pouvoirs publics nationaux et les acteurs de la société civile engagés dans ce même combat.

Comment s'est montée la FIRIP ? Comment s'implique-t-elle dans le chantier de la décennie qu'est la couverture fibre optique intégrale de la France ? Quelles relations a-t-elle su organiser avec ses interlocuteurs publics ? Quels ont été ses premiers grands dossiers ? Comment a-t-elle évolué à la fin des années 2010 pour devenir InfraNum ? Quelle influence le COVID-19 a-t-il eu sur l'activité de ses membres ? Quels sont ces prochains défis et enjeux ? À quoi ressemblera-t-elle dans dix ans ? Toutes les réponses à ces questions nourrissent ce livre qui raconte la jeune mais ô combien riche histoire de cette fédération professionnelle et fait témoigner les acteurs de cette aventure.

« C'était au Delcher, hôtel d'Aurillac, dans une salle anonyme »